

278554

R A D U C E R N E A

LE PROBLÈME MINORITAIRE

LA ROUMANIE

ET

LE REVISIONNISME

Préface de

M. ALBERT DEVÈZE

Ministre de la Défense Nationale Belge

EDITION A. R. I. S. — 18, Rue Gaillon, 18 — PARIS

Tip Capitală, București

R A D U C E R N E A

LE PROBLEME MINORITAIRE

LA ROUMANIE

ET

LE REVISIONNISME

BCU Cluj / Cent Préface de y Library Cluj

M. ALBERT DEVÈZE

Ministre de la Défense Nationale Belge

*„Nous bâtissons ici un monde
nouveau fondé sur des princi-
pes d'égalité et d'amour récipro-
que que les anciens régimes n'ont
malheureusement pas connu”.*

Prof. NICOLAS IORGA
ancien président du Conseil.

EDITION A. R. I. S. — 18. Rue Gaillon, 18 — PARIS

278554

Du même auteur :

- | | |
|--------------------------------------|---------|
| "La Psychanalyse de Don Quichotte" | épuisé. |
| "Jésus et Freud" | épuisé |
| "Expansion des théories freudiennes" | épuisé |

Pour Paraître :

- "La Roumanie mise à nu".
- "Doctrina lui Freud" en roumain.
- "Quelques études psychanalytiques".
- "Sig. Freud au point de vue psychanalytique".
- "Le régime de la propriété foncière de la Nouvelle Do
broudgea, devant le Droit International".
- "La vérité sur l'Allemagne nationale-socialiste".
- "La Roumanie et ses voisins".

En preparation :

- "La psychologie dynamique de l'inconscient".



TABLES DES MATIÈRES

Préface de M. Albert Devèze	
Ministre de la Défense Nationale Belge	5
Introduction	7
La minorité magyare	13
La minorité Allemande :	
a) Les Souabes	48
b) Les Saxons	61
La minorité ukrainienne	80
Le problème bassarabien	85
La Dobroudgea	88
Les minorités ethniques sous le rapport de la cul- ture intellectuelle	93

Cher Monsieur,

J'ai lu avec le plus vif intérêt les pages de votre étude sur la Roumanie que vous avez bien voulu me communiquer. —

Je vous félicite de tout coeur d'avoir ainsi permis, à ceux qui aiment et admirent la noble nation roumaine, de pénétrer mieux sa véritable psychologie, et de s'initier à ses besoins et à ses aspirations.

Votre travail est inspiré d'un grand patriotisme, autant que d'une volonté loyale de tout dire avec vérité, précision et objectivité. Le tableau que vous faites ainsi du présent de la Roumanie, permet au lecteur attentif de mesurer ses possibilités d'avenir, de comprendre combien elle mérite la confiance du monde, et de saisir en ces heures difficiles, l'importance du devoir d'assistance et de collaboration internationales qui s'impose à tous les peuples. Vous êtes, en face de la Russie, livrée au communisme, aux marches de la civilisation européenne. Vous dénoncez avec raison les calomnies qui vous représentant comme animés vis-à-vis de cette dangereuse voisine d'une pensée d'agression. Mais vous avez le droit de compter sur une amitié agissante, sur une aide

efficace, dans l'ordre politique aussi bien que dans l'ordre économique, lorsqu'il s'agit de garantir votre indépendance si vaillamment conquise, d'assurer la permanence pacifique de votre labeur probe, de maintenir l'équilibre de vos finances et de votre économie. Votre livre contribuera, j'en suis assuré, à faire comprendre cette vérité essentielle par l'opinion publique mondiale — et spécialement par celle des peuples qui vous sont unis par des liens plus étroits, plus anciens et plus solides.

Parmi ceux-ci, je vous demande de compter le mien. On a souvent écrit que la Roumanie était la Belgique de l'Orient. Cette comparaison honore les deux nations courageuses, souvent douloureuses, parfois conquises, jamais asservies, qui donnent au monde l'exemple de la fidélité au devoir, du respect du droit, de la foi sans défaillance dans leur destinées.

Puissent celles de la Roumanie se poursuivre dans l'honneur, la prospérité et la paix! C'est le vœu que je forme, Cher Monsieur, en vous félicitant encore, et en vous priant d'agréer les assurances de ma haute et cordiale considération,

ALBERT DEVÈZE

Ministre de la Défense Nationale Belge

Introduction

On a souvent une idée fort imparfaite de ce qu'est la Roumanie d'après guerre. Et, parce que les idées sont un peu trop élémentaires, je me suis permis de les compléter par quelques aperçus plus nouveaux recueillis pendant un séjour assez long, pour me permettre d'approfondir la question si brûlante des minorités ethniques, de Roumanie.

Placé dans les conditions voulues pour me croire autorisé à écrire sans passion, uniquement inspiré par un sentiment d'équité, j'expose les résultats de mes observations. Si les chemins et sentiers parcourus en Roumanie par l'auteur de cet aperçu ont été semés, de plus d'épines que de roses il doit avouer que, sauf quelques petites embûches, il s'y est mû en toute liberté et avec la somme d'indépendance nécessaire pour lui permettre de n'agir sous l'influence d'aucune pression d'où qu'elle vienne, et en n'obéissant qu'aux impressions du vu et du vécu; en d'autres termes, quoi qu'il n'ait jamais été abreuvé par des largesses qu'on accorde d'habitude à ceux qui écrivent pour le bien d'autrui, il dira franchement, loyalement les éloges comme les blâmes.

Il suppose qu'après cette déclaration, faite sans amertume ni reproche, on pourra le croire, puisque aucun intérêt, ni même la reconnaissance, ne lui a mis la plume en main. Il est parmi ceux qui payent des dettes qu'ils n'ont pas contractées, en gratitude du bien qu'on aurait pu lui faire et du mal qu'on lui a évité.

Il ne connaît que la vérité et veut la dire. Sur ce, il prie ses lecteurs de s'armer d'indulgence pour les arides descriptions qu'ils parcourront, assurés toute-

fois qu'ils connaîtront une autre Roumanie que celle qu'ils avaient entrevue jusqu'alors à travers les brumes de l'éloignement ou dans les libellés diffamatoires de la presse. comme l'est par exemple la campagne de presse menée autrefois par les Soviets et soutenue par les journaux de l'étranger qui prennent le mot d'ordre chez les Bolcheviks. Le substratum de la campagne est connu, car celle-ci se déclanche à intervalles presque réguliers et sous une forme identique. Les journaux russes ont pris l'habitude d'attribuer à la Roumanie une intention bien définie. Ils reprochent à la Roumanie de nourrir des projets belliqueux à l'égard des voisins de l'est. Mais tandis que la presse de Moscou brode sur le thème d'une prochaine agression roumaine, c'est aux journaux bolcheviks de l'étranger que revient le rôle d'annoncer de temps à autre des choses fantastiques.

Cependant la campagne menée par et de Moscou est susceptible d'influer sur l'esprit des naïfs et des gens qui sont peu au courant des choses de Roumanie.

C'est ainsi, par exemple que nous venons de lire dans un journal américain une nouvelle sensationnelle suivant laquelle les Roumains se prépareraient avec fébrilité en vue d'attaquer la Russie. Les convoitises, la jalousie des puissances qui devrait cependant être d'accord dans l'intérêt de l'Europe et des populations chrétiennes qui implorant en vain leur secours, sont seules cause de cet éternel état d'anarchie.

La presse étrangère se fait l'écho des nouvelles les plus fantaisistes sur la situation intérieure de la Roumanie. Les journaux anglo-saxons en premier lieu — et notamment ceux de lord Rothermere — ont cru pouvoir, dans les circonstances actuelles, lancer des nouvelles qui constituent d'odieuses calomnies à l'adresse de notre pays. Une fois de plus s'avère le manque total d'élémentaire solidarité et de compréhension de ses propres intérêts dont témoigne la soi-disant classe „bourgeoise internationale“ à l'égard des menées bolchéviques. La 3^e Internationale vient d'esquisser en Roumanie une attaque concentrée dans toutes les règles. Elle s'y est heurtée à une vigoureuse résistance de la part de l'unanimité du peuple roumain. Les

agents et les agitateurs communistes furent instantanément mis dans l'impossibilité de nuire.

Le gouvernement avisé a des moyens de plus longue portée pour prévenir le retour de tous troubles et pour paralyser les initiatives et les menées communistes.

En présence d'une telle situation, quel eût été le devoir de la „classe bourgeoise“ de tous pays? Il eut incontestablement été de soutenir et d'encourager la Roumanie qui continue à opposer une digue infranchissable à la vague montante du communisme.

Au lieu de cela la presse du conservateur lord Rothermere, voulant faire le jeu de l'irrédentisme magyar, fait chorus avec les organes de Moscou pour proclamer que la révolution sociale s'annonce victorieuse en Roumanie, que le Souverain est sur le point d'abdiquer, en d'autre terme, la fin du régime bourgeois. Dans l'aveuglement vraiment révoltant de cette bourgeoisie inconsciente, le triomphe de la révolution en Roumanie serait de nature à favoriser les desseins magyars. Elle oublie la panique qu'avait provoquée en Europe le régime de Bela Kuhn à Budapest, régime dont les conséquences néfastes eussent été incalculables pour le maintien de l'ordre social européen et que la Roumanie s'est chargée à elle seule d'extirper.

Au lieu d'être reconnaissante à la Roumanie de l'avoir débarrassée d'un cauchemar redoutable, cette singulière bourgeoisie de lord Rothermere, prenant ses vœux pour des réalités, proclame orbi et urbi la victoire du bolchévisme en Roumanie. Inutile de dire que toutes ces fantaisies rotherméristes ne constituent que de flagrants mensonges.

La Roumanie souffre énormément de ces campagnes de la presse étrangère. Elle a été jetée en pâture à la presse européenne, imposée sur le tapis de la politique internationale, commentée dans ces moindres gestes. Tout ce qui se passe le long des Carpathes et de la péninsule balkanique passionne tout le monde. Mais ce n'est pas un motif d'exploiter cette curiosité en la satisfaisant avec des nouvelles fantaisistes et tendancieuses qui troublent l'organisme interne et externe de la Roumanie.

Comme tous les pays, la Roumanie a ses qualités, ses vertus, ses défauts, ses vices. Il y a plus d'un Etat sous le soleil jouissant d'une réputation aussi fausse que ses moeurs sont hypocrites, mais qui sait voiler ses tares et dont on parle avec respect. Et cependant, il voit le fétu de paille dans l'oeil d'autrui et trouve étrange qu'on lui enfonce un peu plus le mât qu'il a dans le sien.

Les lecteurs en apprenant que le rapide exposé que je fais passer sous leurs yeux, a été tracé au courant de la plume, sans prétention, sans autre inspiration que celle de la vérité seront assez indulgents pour excuser les lacunes, les menues erreurs que l'on commet toujours quand on décrit, de loin, le milieu dans lequel on a vécu.

RADU CERNEA

BCU Cluj / Central University Library Cluj

**„Nous bâtissons ici un monde
nouveau fondé sur des prin-
cipes d'égalité et d'amour re-
ciproque que les anciens ré-
gimes n'ont malheureusement
pas connus“.**

BCU Cluj / Central University Library Cluj
Prof. N. IORGA
Ancien président de Conseil

La minorité Magyare

Le comte Bethlen veut démontrer à l'opinion publique anglaise à laquelle il a soutiré 169 signatures parlementaires, absolument incompetentes, pour la révision, en faveur des siens, du Traité de Trianon — cherchant ainsi à gagner l'opinion du monde entier — que les Roumains de Transylvanie sont des étrangers sur ce sol; qu'ils y ont été accueillis un moment par la générosité de la nation hongroise, qu'ils ont abusé de cette générosité selon les enseignements du Seigneur et qu'ils ont poussé cette impertinence jusqu'à s'emparer d'un pays dont les premiers occupants ont été les Hongrois.

Ainsi, pour écarter la réalité historique, relativement à la continuité de l'élément daco-romain, dans l'Ardeal, le comte Bethlen, a bien voulu, fixer „exactement“ l'époque de l'immigration: le XVI-ème siècle.

M. Apponyi, ancien président de la délégation magyare, à la Conférence de la Paix, dans les „*Faussetés des aspirations historiques des Roumains, éclairés à la lumière de l'ancienne histoire de la Transylvanie*“ fixe le XIII siècle, l'époque de l'immigration, et non pas le XVI siècle, comme la thèse Bethlen soutient. Si sur ce point — Apponyi et Bethlen — ne peuvent

pas être d'accord, tous les deux ont les mêmes opinions sur l'immigration de l'élément roumain de Valachie et de Moldavie, à la suite du déclanchement du despotisme phanariote. Le nombre total des „immigrés“ a été calculé par les statistiques hongroises: 3.865.000. Dans cette masse il n'y avait—selon les données hongroises—que 1.500.000 roumains.

Cette théorie est complètement fantastique.

Pour que cette masse compacte de 1.500.000 roumains quitte la Valachie et la Moldavie, il aurait fallu que le quart de la population de ces deux derniers pays ait passé les Carpathes. Mais pour que ce phénomène social eut lieu, il aurait fallu que l'Ardeal soit presque sans population.

En réalité les choses se sont passées d'une toute autre manière, et provoquées par des considérations politiques et sociales opposées à celles formulées par le comte Bethlen.

Voici quelques détails:

En 1773, la Cour Impériale de Vienne a reçu un mémoire de la part des Roumains de Transylvanie, dans lequel on soulignait que les habitants des pays roumains clament: „*Tota Transilvania ad nos venit!*“

En 1781, Sulzer souligne, lui aussi, ce bizarre phénomène social.

Si les roumains étaient arrivés en Transylvanie venant de la Péninsule balkanique, il aurait fallu, en premier lieu, que l'on puisse constater leur absence subite de leur ancienne patrie. Or, à cette époque même, les rois de Serbie accordaient aux Roumains une situation privilégiée. Aujourd'hui encore leurs descendants forment

une partie importante de la population de la Thessalie, de la Macédonie, de l'Albanie, de la Serbie, et tout le long du cours inférieur du Danube. Il aurait fallu, ensuite, que ces Roumains ne s'arrêtent pas sur leur chemin entre le Danube et les Carpathes, alors que l'on sait qu'à cette époque même du XIII siècle, dans laquelle aurait eu lieu leur intrusion en Transylvanie, ils formaient entre le Danube et les Carpathes deux Etats puissants.

Décidément, la théorie de l'immigration de l'élément roumain en Transylvanie ne peut pas tenir debout.

Les Hongrois qui se trouvent en Transylvanie, sont venus au commencement du IXe siècle, conduits par les Peckenèques et se sont établis au commencement dans une région nommée Atélkuz.

Ici, ils se sont mêlés avec les alliés des Byzantins, dans les combats que ceux-ci ont eu avec Siméon, tzar des Bulgares.

Plus tard, les Hongrois avec Arpad s'établissent, après avoir passé le long des Carpathes de Maramuresh, dans la région des Avars.

A l'arrivée des Hongrois sur le territoire roumain, de ce côté des Carpathes, il y avait des petites formations politiques roumano-slaves sous la direction d'un „cneaz“ et plus tard d'un „véovode“. D'après la tradition hongroise, la plus importante formation politique roumaine appelée par eux „doukath“ a été un groupement au nord de la Transylvanie; un autre était établi au sud-est de celui-ci. De même il y avait d'autres formations politiques dans le Banath. Les Hongrois, dès leur arrivée, ont

commencé la lutte avec les Roumains, mais sans résultats positifs pour eux. C'est en 1003 que le roi Saint-Etienne a réussi à vaincre les braves Roumains de la vallée de Somesh.

C'est en 1085 que les Hongrois sous Vladislav I, parviennent à occuper la Transylvanie. Plus tard, Guéze II et André II ont colonisé la Transylvanie avec des habitants hongrois et allemands.

Dès cette époque, l'élément hongrois existe en Roumanie. On peut évaluer à 1.350.000 le nombre de Hongrois qui résident en Transylvanie, Banath et Maramuresh. Ils forment deux groupes bien distincts : les Magyars domiciliés au centre et à l'ouest du plateau transylvanien, dans le Banath et dans la Crishane, et les Szekouï.

Les Magyars habitent, en masses homogènes dans le Banath et dans la plaine de la Crishane. Dans cette dernière région ils sont, après les Roumains, l'élément le plus nombreux et possèdent des minorités importantes, comme dans le district d'Arad et de Saladju.

De 4082 communes rurales que possède la Transylvanie et les départements avoisinants, les magyars forment la majorité absolue de la population dans 737 (18 p. c.), les Roumains dans 2918 (73. 92 p. c.) les Allemands dans 266 (0, 5 p. c.), et les autres nationalités dans 65 (1, 56 p. c.), localités.

Bien que les Hongrois représentent 25 p. c. de la population totale de la Transylvanie, le pourcentage dans les campagnes n'est que de 21,66 p. c. du total de la population rurale et 39,77 p. c. du total de la population urbaine.

Ce nombre considérable de la population urbaine hongroise en regard de la population rurale s'explique par la politique persévérante et consciencieuse des gouvernements hongrois tendant à conquérir tous les centres sociaux, intellectuels et économiques de la Transylvanie habitée naguère et maintenant par une population roumaine qui formait la majorité.

C'est à cette politique qu'est particulièrement due la surprenante augmentation de la population hongroise de la Transylvanie. La seule population transylvanienne dépourvue de privilège, — sans excepter les Coumans et les Tziganes — ont été les roumains. Aucun élément étranger ne se colonise sans qu'on ne lui donne un statut. Les Roumains n'en ont jamais eu. Leur noblesse a été érigée plus tard après être devenue catholique. Par contre, en Pologne où il y a eu, en fait, une colonisation de pasteurs roumains, devenus plus tard agriculteurs, on reconnaît jusque dans ses plus petits détails leur situation juridique.

L'indigène envahi, qui est l'ancien propriétaire du sol, est le seul qui ne puisse présenter des documents pour son bien héréditaire.

Au lieu d'avoir, dans les Roumains, une population étrangère commençant par jouir de privilèges et perdant ensuite petit-à-petit leurs droits, nous assistons au contraire à un relèvement continu de ces Roumains de Transylvanie, et de Hongrie, qui sous les Rois angevins, de chefs de groupes ruraux arrivent jusqu'à la Régence de la Hongrie, en la personne de Jean Hunyade et jusqu'à la Royauté, par son fils le roi Mathias. Ils réussissent même à

gagner des places dans les villes privilégiées des Saxons. Exactement de même a été le développement de la population grecque sous les Ottomans, après la catastrophe de l'Empire byzantin.

Le professeur M. Gillard, nous dit que „les 500.000 szeklers rassemblent un groupe ethnique homogène au sud-est de la Transylvanie dans les districts de Trei-Scaune, Odorhei-Ciuc et Muresh-Turda, sont les descendants des gardes-frontières installés là au XIIIe siècle pour défendre contre le barbare oriental, la marche transylvanienne. Parlant le magyar, ils se considèrent comme d'authentiques Hongrois. Cependant, petit îlot perdu au milieu des populations roumaines, ils ont, au cours des siècles, vécu en relations étroites avec ces dernières et leur ont emprunté leurs moeurs et leurs coutumes ; la maison-szekler présente les mêmes caractéristiques que la maison - roumaine et qui plus est le type physique des Szeklers accuse une ressemblance plus grande avec le type roumain qu'avec le type magyard. En s'appuyant sur ces analogies, M. Iorga a pu émettre l'hypothèse très plausible que beaucoup de Szeklers ne sont que des descendants de Roumains dénationalisés. Quoiqu'il en soit il s'est constitué dans ce coin de la Transylvanie une population originale, paisible, douce et qui se rapproche davantage — bien qu'elle parle le magyar — des Roumains, que des Hongrois par sa mentalité que par sa façon de vivre”.

D'après les données hongroises le nombre de Hongrois, qui en vertu du Traité de Trianon sont devenus sujets des Etats successeurs de

l'ancienne monarchie auto-hongroise, est d'environ quatre millions. Mais si nous comparons la population de la Hongrie d'aujourd'hui qui prétend n'être composée que de magyars qui, d'après les statistiques hongroises d'avant guerre, habitaient en dedans des frontières de la Hongrie d'avant 1916, on voit que le nombre des Hongrois qui vivent maintenant dans le territoire des États successeurs ne peut dépasser deux millions et demi tout au plus, dont la moitié habitent maintenant la Roumanie. La politique de dénationalisation activement poursuivie par la Hongrie pendant 50 années, a fait que le nombre des Hongrois vivant en Transylvanie, Bannath et Slovaquie a augmenté au dessus des proportions naturelles. Au grand regret de ceux qui ont rédigé le Traité de Trianon et aussi des États successeurs eux-mêmes, on n'a pas pu éviter qu'un nombre relativement important de Hongrois soit englobé dans la Roumanie, dans la Tchécoslovaquie et dans la Yougoslavie. Ils sont toutefois une infime minorité par rapport à la nation gouvernante. Par exemple, les Hongrois de Transylvanie ne dépassent pas 25 p.c. de la population de cette province et constituent 8 p.c. de la population du pays.¹⁾

Les États successeurs, et spécialement la Roumanie, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire à la population magyare, de même qu'aux autres minorités, un traitement excellent dans le domaine politique, culturel et économique. Bien que la politique culturelle de l'ancienne Hongrie ait tendu à exclure les autres nationa-

1) En 1918 le nombre total de la population minoritaire de Roumanie était de 3.519.497 âmes.

lités des bienfaits d'une éducation appropriée, les minorités hongroises de Roumanie ont aujourd'hui plus d'écoles de leur langue qu'ils n'en avaient avant la guerre.

Lord Robert Cecil, dans une lettre officielle envoyée au gouvernement roumain, au nom du Comité des Trois, a reconnu que la liberté accordée aux écoles hongroises de Roumanie est beaucoup plus grande que celle prévue dans le traité de Trianon. De même Lord Robert Cecil, dans une lettre adressée à I. G. Duca, alors Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie, constate l'attitude bienveillante du gouvernement roumain vis-à-vis des minorités.

De la réforme agraire — en Roumanie et en Tchécoslovaquie — ont bénéficié tous les habitants de ces pays, sans distinctions de nationalité ou de confession, et la conséquence en a été que le paysan Hongrois de Transylvanie et de Slovaquie cultive sa propre terre, alors que les paysans hongrois de Hongrie gagnent leur vie pour la plus part, en travaillant sur les terres des grands propriétaires.

Dans le domaine politique, les Hongrois de Transylvanie et de Slovaquie jouissent du suffrage universel, de sorte que les hongrois ont eu seize représentants au Parlement roumain.

Comparons cette situation à celle qui existait avant la guerre, en Hongrie, où un nombre trois fois plus grand de Roumains, n'ont jamais pu envoyer au Parlement de Budapest, plus de trois députés.

Nous ne faisons pas de reproches à la Hongrie de ne pas avoir encourager l'élément roumain de l'ancien empire de Saint-Etienne, a de-

velopper l'individualité de l'élément roumain car elle n'avait aucune obligation internationale comme ont par exemple les Etats successeurs, et par conséquent elle pouvait faire ce que sa conscience lui dictait. Mais nous voulons souligner ici que la population rurale magyare de Transylvanie, sous l'occupation roumaine, a évolué et jouit aujourd'hui de beaucoup plus de liberté, qu'en Hongrie. Et cette évolution a été égale pour tous : toute la population roumaine — évidemment y compris les minoritaires — jouit de la liberté du suffrage universel ; la population rurale de la Hongrie est totalement privée du suffrage universel et la plus part travaille sur les terres des grands propriétaires, alors qu'en Roumanie, tous les habitants ont bénéficié de la réforme agraire qui donnait des terres, et faisait donc propriétaires indépendants, tout paysan, sans distinction de nationalité et de confession.

Les départements avec une population majoritaire hongroise jouissent, en Roumanie, d'une large autonomie. Leur administration est confiée aux conseils départementaux élus par vote universel, égal, direct, secret, obligatoire au scrutin de liste et sur la base d'une représentation proportionnelle. Parmi les membres de droit des conseils départementaux se trouvent aussi le plus haut en grade des représentants du culte minoritaire possédant le plus grand nombre de fidèles dans le département

Pour montrer comment se présente l'administration d'un département de Roumanie, à population minoritaire, nous apportons comme exemple le district d'Odorheiu, à population majoritaire hongroise (97 p. c.) :

Le conseil départemental est composé de trente conseillers élus, tous hongrois; la déléga-tion départementale (l'organe exécutif du Conseil) est composé de quatre membres, *tous hongrois dont deux ne parlent même pas la langue de l'Etat*. Le personnel de l'administration centrale du département se compose de quarante fonctionnaires, dont treize sont roumains et 27 magyars. Le département a quatre prétures, con-duites chacune par un premier préteur. Des quatre premiers=préteurs, un seul est roumain, mais il connaît parfaitement la langue hongroise. Des quatre secrétaires d'arrondissement, un seul est roumain, mais il parle, également le hongrois.

Le département a 53 secrétaires communaux dont seulement dix sont des roumains, bien que le département ait 13 communes à population mixte, roumano-hongroise, et une commune à population purement roumaine. Les maires des communes — sauf deux — sont tous hongrois.

Le service technique départemental est con-duit par un ingénieur=chef et un ingénieur, tous deux hongrois ayant 53 fonctionnaires dont seu-lement huit sont roumains; le personnel sanitaire du département est composé de 11 médecins, dont trois roumains et huit hongrois; la Mairie de la ville d'Odorheiu possède douze fonctionnaires dont seulement trois sont roumains, mais ils con-naissent également le hongrois et l'allemand. Le médecin de la ville, comme tous les fonctionnai-res préposés au service médical, les sergents de ville sont également des hongrois.

Le service des Postes se compose de 87 fonctionnaires dont 23 roumains et 64 minori-taires. De ces 64 minoritaires seulement 44 parlent la langue de l'Etat

Le Tribunal de la ville, possède huit magistrats roumains et 8 hongrois. Le service du cadastre est conduit par un directeur assisté par trois fonctionnaires, tous des hongrois. Le reste du personnel de toutes les instances judiciaires se compose de 56 personnes et notamment : sept roumains et 48 minoritaires. L'Administration financière du département possède 104 fonctionnaires dont 38 sont roumains et 64 hongrois, seulement 22 connaissent suffisamment la langue de l'Etat.

Les Hongrois de Transylvanie ont 256 publications périodiques, parmi lesquelles 45 sont des journaux quotidiens. De ce total de publication hongroise, 204 sont des créations d'après guerre, et 52 sont fondées du temps de la domination hongroise. Parmi les journaux quotidiens, il y a 34 apparus récemment. La plupart des publications hongroises apparaissent dans les villes suivantes ; Clouj (51), Arad (18), Oradea-Mare (32), Timishora (41), Sathou-Mare (18), Targou-Muresh (17).

Il n'existe presque pas de petite ville, en Transylvanie qui n'ait pas son journal hongrois.

A Brashov (Transylvanie) nous avons parlé avec un distingué journaliste minoritaire hongrois, qui dirige actuellement le «Brassói Napló» : M. Halasy Gyula. Nous nous sommes entretenus pendant plusieurs heures sur les différents aspects du problème minoritaire de Roumanie, qu'il connaissait d'une manière parfaite, et qu'il exposait avec la facilité de l'homme intelligent ¹⁾.

1) Ces déclarations ont été publiées in extenso dans le "Brassói Napló" du 27 juillet 1933, sous le titre "A világgazdasági helyzet a Brassóban" et le sous titre "Egy brüsszeli napilap szerkesztője megintérvé jött a "Brassói Napló" szerkesztőjé".

M. Halasy Gyula a tenu à nous souligner qu' "il n'existe aucun irrédentisme actif au sein des magyars de Roumaine".

"Nous, les Hongrois de Roumanie, — nous dit M. Gyula — avons une affection fraternelle pour le peuple hongrois de Hongrie, mais nous sommes des citoyens roumains : c'est ici que nous vivons, c'est ici que nous allons rendre l'âme. Nous n'avons aucune volonté d'activité irrédentiste et nous ne sommes ni au service, ni en liaison avec les irrédentistes de Hongrie.

"Les Hongrois de Roumanie ne s'occupent guère des questions de frontières et de revision de traités, ils veulent vivre en liberté et faire leur devoir là ou, sans leur volonté l'histoire les a établis. Pour la révision il n'existe qu'un remède : que l'armée et la diplomatie fassent leur devoir. "Ubi bene patria", sans doute. Mais il y a aussi : "Ubi bene ibi". La nouvelle patrie nous assure la liberté et l'existence. L'irrédentisme d'outre=Theis perd de sa valeur en Roumanie. Les Suisses, les Italiens, les Français, les Allemands, les Français, de Savoie, les Italiens de Corse, quoique d'une culture supérieure à la nôtre, ne se nourrissent guère d'idées irrédentistes et les Etats respectifs ne demandent pas leur annexion. Si nous pensions à cela nous sentirions indirectement en quoi consiste le désir révisionniste des minorités de Roumanie ; tout le monde connaît le mécontentement au sujet de la culture, de l'administration et de l'agriculture.

"Il existe pourtant dans le pays beaucoup d'hommes politiques pour trouver un remède à cet état de choses. Mais le nationalisme des Rou=

main est beaucoup trop échauffé, pour qu'on puisse prendre des mesures radicales.

“A vrai dire, les minoritaires hongrois de Roumanie, ne demandent pas beaucoup. Ils veulent seulement la réalisation des libertés que les Roumains demandaient lorsqu'ils étaient sous l'occupation hongroise“ ¹⁾).

Comme on le voit, il semble bien qu'il n'existe pas d'irrédentisme magyare actif. La population minoritaire hongroise désire vivre en paix et en harmonie avec le peuple roumain, à condition que les traités internationaux soient respectés. La Roumanie a montré beaucoup d'égards envers cette importante minorité de Transylvanie, beaucoup plus qu'aux autres minorités. Mais il y a encore des lacunes à remplir. Par exemple le nombre des écoles hongroises, quoique assez élevé, est insuffisant. Ainsi les enfants ne trouvant plus à se caser dans les écoles confessionnelles, il y a toujours des mécontentements de la part des parents et même des enfants, dans les coeurs desqueles naît un certain doute sur leur liberté individuelle, dès lors qu'ils sont mis dans l'impossibilité de se perfectionner dans leur langue maternelle.

L'intellectuel de Transylvanie qui raisonne, se défend d'avoir des velléités irrédentistes. Mais, cependant, dans la profondeur de son âme il a un sentiment d'infériorité, d'oppression morale.

Chaque placard où il peut lire “Vorbiți numai românește“ (ne parlez que le roumain), lui est pénible. Puis, la facilité avec laquelle on a opéré les expropriations lui ôte la confiance dans le titre de propriété. Aussi le minoritaire

1) Libertés, que les Hongrois n'ont jamais voulu reconnaître.

comprend que tout effort pour conquérir des terres est vain. Il ne fait plus d'efforts sérieux, car — comme nous l'avons dit plus haut — il n'a plus confiance dans les titres de propriété.

Et à cela nous devons ajouter les campagnes revisionnistes de l'étranger et la réaction de la Roumanie, qui troublent énormément l'âme du paisible minoritaire et l'imprègne d'une incertitude préjudiciable à tout effort cérébral ou manuel même pour sa propre existence.

Il faudrait qu'on mit fin partout aux campagnes revisionnistes pour rendre la tranquillité nécessaire aux pauvres minoritaires hongrois qui ne sont en rien fautifs des situations internationales.

Dans notre enquête, dans les régions minoritaires roumaines, nous avons eu l'occasion de parler avec beaucoup d'intellectuels hongrois. Eh bien, dans leurs déclarations, on ne pouvait pas distinguer une ligne droite; leur paroles pouvaient recevoir une interprétation sibylle: rien de précis sur leurs attitudes envers la Roumanie; rien de précis à l'adresse de la Hongrie. Cette attitude, faut-il le dire, n'est pas curieuse, pour les magyars qui ont la Hongrie limitrophe. Mais pour les Souabes et pour les Saxons, comment peut-elle s'expliquer? Il semble que la clef, nous la trouvons — pour les Allemands — dans le mémoire d'Alba-Youlia, dont nous parlerons plus loin.

La population rurale s'entend admirablement avec le paysan roumain. Les paysans, eux-mêmes ne font jamais, de distinction entre paysan roumain et magyare, seule parfois l'administration.

Le mécontentement au sujet du nombre des écoles, dont parle le confrère hongrois de Bras-

hov est légitime. L'État, qui ne peut maintenir que difficilement ses propres écoles, ne peut plus accorder les subventions d'autrefois. Les Hongrois d'ici ont été obligés, comme toujours pendant les temps de misère, de contribuer à l'appui matériel des institutions culturelles hongroises. Et dans ces écoles qui sont d'habitude sous le contrôle direct de l'État, on fait un triage trop rigoureux en s'appuyant sur des critères ridicules.

Malgré cela, en Transylvanie les minoritaires sont souverains. Un commerçant roumain de Brashov, me disait que les magyars sont ici beaucoup plus maître que les roumains, et personne ne trouve rien à redire.

Les magyars étant traités, en ce pays, sur un parfait pied d'égalité ne peuvent prétendre des privilèges, car aucun document, international ne justifie une semblable prétention. Si les minorités ont la liberté de s'instruire et de prier dans leur langue; de jouir de tous les avantages accordés à tous les roumains dans le domaine du commerce et de l'industrie, ils ne sauraient dénier le droit d'action, de contrôle et de surveillance de l'État. Ces principes demeurent à la base des relations que les minorités sont appelées à nouer avec les organes de l'État, et aucun gouvernement ne pourrait oublier ces principes, en des jours où la paix intérieure est plus que jamais nécessaire.

Après une période d'acalmie, pendant laquelle la minorité hongroise de Roumanie avait semblé accepter un modus vivendi de coopération avec les éléments roumains, nous assistons à une recrudescence d'agitation qui s'est manifes-

tée récemment aux débats qui eurent lieu à Targou=Muresh, au cours de l'assemblée générale du "Parti Magyar" de Roumanie, dont le chef est le comte A. Bethlen, cousin de M. Etienne Bethlen, ancien président du Conseil d'Hongrie. Les Magyars réunis à Targou=Muresh, ont tout simplement réclamé: l'autonomie scolaire complète, avec l'abandon du contrôle de l'État; l'emploi de la langue magyare dans l'administration et le renoncement de l'État à sa politique d'entreprise industrielle et commerciale qui aurait pour résultat de concurrencer les usines et les négociants magyars. Les orateurs ont ajouté qu'il ne fallait point craindre de reprendre le chemin de la Société des Nations, chaque fois que les droits des minorités seraient méconnus.

L'agitation actuelle est vaine et inopportune. Elle dévoile seulement des desseins cachés, non pas de la couche rurale, mais des magnats de Transylvanie, qui certainement est dirigée du dehors, au moment où le problème des minorités avait perdu de son actualité. Nous y voyons, encore une fois, une intention manifestée de troubler, une fois de plus, la situation internationale et de maintenir des foyers d'irrédentisme. Mais nous savons depuis longtemps, que ce parti minoritaire, conduit seulement par des aristocrates, pleins d'orgueil, est loin d'exprimer la volonté de la couche rurale magyare, et qu'il a toujours mené une politique de résistance, vis-à-vis du gouvernement roumain.

Comme réaction à cette politique de résistance que toujours a mené le "Parti Magyar" de Transylvanie, qui a tout moment menaçait de faire des réclamations à la Société des Na-

tions, il s'est formée une dissidence intitulée le parti "Paysan Magyar" (Magyar-Kisgazda Párt) qui possède aujourd'hui trois représentants au Parlement. Ce nouveau parti — comme expression de la démocratie magyare — possède une orientation politique dictée par un bon programme démocratique, s'intéressant exclusivement aux réelles nécessités de la population rurale magyare ; ce parti mène aujourd'hui une politique de conciliation avec les roumains, pour le bien de la population minoritaire magyare dont il veut relever et améliorer le niveau économique. C'est pour cela, qu'au commencement, le parti paysan-magyar — qui a comme chef le sénateur Etienne Bardos, un simple paysan, de Clouj — s'est intitulé *le bloc économique magyar*. Plus tard, augmentant sensiblement le nombre de ses adhérents, la dissidence s'est constituée et a pris le nom de parti «Paysan Magyar», en hongrois : «Magyar Kisgazda Part». La formation de ce parti de la minorité hongroise, a répondu à une nécessité politico-economico-sociale, Car on sait bien, que les Hongrois de Transylvanie quoi qu'ils se sont annexés à un pays fondé sur des principes démocratiques, entre eux sont toujours constitués en trois classes : les magnats, les banquier-industriels, et les paysans. Les deux premières classes se sont unies, en imposant leur volonté, aux paysans hongrois, qu'ils considéraient exactement comme on considère la couche rurale en Hongrie, où sa volonté est nulle, eux n'ayant ni même la liberté du suffrage universel. Quoi qu'il s'est formé, le «Parti Magyar» n'était donc pas l'expression de la couche rurale, mais celle des magnats, qui pour circonstance se sont

transformés en industriels et banquiers-spécu-
lateurs. Ce groupe n'ayant pas le pouvoir de
transformer les paysans en esclaves, sans volon-
té, il s'est contenté de leur prêter de grandes
sommés avec des intérêts qui variaient entre 35
et 45 p. c. sur les terres qu'ils avaient reçues
du gouvernement roumain, à la suite de l'expro-
priation des grands propriétaires. Par ces grands
emprunts, à de si gros intérêts, ils espéraient met-
tre le paysan hongrois, dans l'impossibilité de
faire face à ses devoirs, et de perdre, en con-
séquence son unique bien: ses terres et sa maison-
nette. 1) Par cette manoeuvre ils espéraient refonder la
grande propriété, avec les paysans comme es-
claves de l'aristocrate. Dans ce but ils ont to-
leré et protégé l'action dissolvatrice des ban-
quiers hongrois, qui ont détruit de nombreux pay-
sans, ouvriers et même intellectuels magyars, qui
n'avaient voulu emprunter de l'argent qu'aux
banques hongroises de Transylvanie. Le progrès
de ces institutions bancaires, constituaient l'u-
nique préoccupation de la direction du "Parti Ma-
gyar", qui dans sa composition n'avait pas un
seul représentant paysan.

Que les magnats ont eu le désir de refonder
la grande propriété, par la destruction complète
de la couche paysanne, nous en avons eu la
preuve le jour quand — au Parlement — passait
la "*Loi pour la Conversion des dettes agri-
coles*": le "Parti Magyar" a refusé de donner son
adhésion au gouvernement qui voulait sauver les
paysans, du pays entier.

En 1931 les banques hongroises de Transylvanie qui apparte-
naient aux leaders du "Parti Magyar" ont sorti en vente for-
cement, 286.000 paysans débiteurs.

Les représentants de ce parti ont, donc, voté contre cette loi, dans laquelle les paysans endettés trouvaient leur seul salut.

Naturellement que cette politique du "Parti Magyar" a provoqué une vive réaction au sein même de la population magyare de Transylvanie. Comme écho nous avons vu une grande manifestation publique de la population magyare, révoltée contre leurs propres gouvernants : les magnats.

La réunion a été organisée par M. Makkay Domokos de Gheorgheni, qui avec d'autres orateurs ont trouvé des mots durs à l'adresse des magnats, les leaders du parti magyar, qui ne voulaient jamais discuter — quoique ce soit, avec les paysans, qu'ils aimaient seulement exploiter.

Les orateurs ont démontré que la politique de résistance du parti magyar n'a eu que des résultats négatifs. Cette politique a arrêté l'évolution naturelle de la minorité magyare et mené fatalement à la destruction de la couche rurale magyare de Transylvanie.

A un moment donné, on a proposé à la direction du «Parti Magyar», la formation d'un "Conseil national magyar" appelé en hongrois le "Magyar Nemzeti Tanács" similaire au "Conseil national Saxon" de Sibiu et au "Volksrath" des Souabes du Banath ¹⁾. Et cela vu que les paysans ne prenaient pas part à la direction des affaires du parti magyar, qui avait

1) Dans le "Volksrath" sont représentés les trois fractions des Souabes du Banath ; Le groupe hitléryste du Dr. Minnich — qui a comme organe de presse "Der Stürmer" affilié à la presse des Saxons de sous la direction de M. Fabritius de Sibiu ; le groupe des "Jungvaben" du Dr. Hans Beller, Victor Orendi-Hommenau ; enfin, les vieux Souabes, avec le prélat Blascovici.

dans son sein seulement des *magnats* hongrois et dans ce "*Magyar Nemzeti Tanács*" devait être représenté tous les courants de la population magyare. La direction du parti — c'est-à-dire les magnats — ont carrément refusé.

Devant ce refus, qui était un coup direct à la démocratie, les paysans ont commencé à quitter leur parti et à s'inscrire dans les groupements extrémistes. Et nous avons vu le «Parti Magyar» faiblir de plus en plus en faveur des groupements extrémistes qui gagnaient du terrain même dans les régions où la majorité de la population était magyare : c. a. d. Odorheiu avec 95 p. c. de population magyare ; Ciuc avec 85 p. c. de population hongroise et Trei-Scaune avec 82 p. c. de population hongroise.

Devant ce double danger, qui menaçait, d'abord la tranquillité intérieure du pays, par les succès répétés des extrémistes et après, même la solidarité de la minorité hongroise (la situation de la minorité magyare était délicate, devant le gouvernement qui accusait les magyars de Transylvanie de propagande extrémiste), un groupe de magyars intelligents parmi lesquels le Dr. Hugo Bordeaux, Dr. Réthy Imre, sénateur Mathis, Dr. Brebera, et Domokos, se sont groupés autour du paysan Etienne Bardos, et ont formé une dissidence au «Parti Magyar», tant pour combattre le programme de l'ancien parti, que pour regrouper les magyars qui croyaient trouver le salut, dans le sein des partis extrémistes. Devant ces nécessités d'ordre politico-économico-social, naquit, comme nous l'avons dit plus haut, le parti "Paysan Magyar", qui, comme expression de la démocratie magyare, ne peut avoir une autre

orientation politique que celle qui est dictée par un programme démocratique.

M. le Dr. Réthy Imre, député et Maire de la ville d'Odorheiu, a bien voulu nous faire les suivantes déclarations :

“La formation d'un nouveau parti magyar démocratique a été une ancienne nécessité et même un désir général, refoulé à cause de la terreur morale de l'ancien «Parti Magyar» des gros. La simple existence du parti *Paysan Magyar* symbolise une juste et objective critique de l'activité du Parti Magyar ; et l'activité du nouveau parti signifie une noble concurrence, qui ne peut être que pour le bien de la nation magyare de Roumanie.

“Le plus grand mérite du parti Paysan Magyar, nous le trouvons dans sa Constitution qui préconise la réalisation d'une vraie unité magyare, dans la formation d'un „*Conseil National Magyar*“ qui sera un organe sans nuance politique, pour le bien de tous les membres de cette importante minorité. A présent, ce programme n'est qu'un desideratum, qui sera bientôt réalisé par l'intensive activité de notre parti, pour le salut des masses populaires magyares, qui imposeront ce «Conseil National Magyar» même à ses dirigeants de l'ancien Parti Magyar. Ce parti devra l'accepter, car le gros de la population magyare (80 p. c.) est constituée par des paysans, qui forment la base la plus solide de la minorité hongroise.

“Enfin, ayant inscrit dans notre programme une sérieuse et sincère collaboration avec la nation dominante, qui pourra contribuer à la consolidation de la Roumanie et mettre ainsi les

bases d'un progrès réel dans la vie de la minorité magyare, qui par cela prouve avoir le désir de constituer un organe vif dans l'État Roumain. Notre parti veut créer une nouvelle ère de prospérité, au point de vue morale et économique, de la minorité magyare de Transylvanie, pour le bien de la nation dominante et du pauvre paysan magyar, toujours exploité jamais aidé, dans son rude travail“.

Le Dr. Brebera, de Timishora, leader de ce parti, nous a déclaré: «Nous ne voulons pas mener une politique de résistance telle que le Parti Magyar, car nous sommes convaincus, que cela ne sert à rien. Comme preuve nous avons la triste expérience du Parti Magyar qui n'a rien obtenu par cette lutte. Et après, pourquoi courir pour chaque petit rien à la Société des Nations?».

Quoi qu'on dise, la création de ce parti prouve un sensible rapprochement entre minorité et majorité. Puisse ce petit commencement avoir le succès tant désiré pour la tranquillité de la Roumanie.

En Transylvanie la réaction contre les menées hongroises en vue de capter l'opinion étrangère est — on le comprend — particulièrement vive.

M. Jules Maniu, ancien Président de Conseil, recevant à Badacini une délégation d'étudiants, a prononcé un discours, dont voici les passages essentiels:

“Il est bon que l'on sache, d'où est issu ce grand et imposant édifice de la Grande Roumanie. Pour toute grande oeuvre, il est besoin d'une saine évolution. Nous n'avons pas reçu la Grande Roumanie en cadeau, mais nous la

devons à une évolution de pensée politique.

“Des souffrances séculaires ont donné naissance à l'idée de liberté, qui au cours de l'histoire, se sont présentées sous des formes différentes. Le peuple roumain, privé de ses droits nationaux, en était arrivé à être réduit au servage, aussi bien individuellement, qu'en tant que peuple. Il travaillait cinq jours par semaine, pour son seigneur et il lui restait un jour pour servir Dieu. Pénibles étaient ses souffrances physiques, mais plus pénible encore étaient la souffrance morale qui découlait de l'absence totale pour lui du droit de dire son mot dans les affaires de l'Etat, de professer sa foi, et de cultiver sa langue et de développer sa culture intellectuelle. Il ne pouvait construire ni écoles, ni églises que cachées — aux périphéries de la ville. Comment aurait-il pu regagner les droits qui lui avaient été ravis, si ce n'est par la force de son âme et par des révolutions, quelques unes enregistrées par l'histoire et d'autres n'ayant pas laissé de traces.

“Nous ne mentionnerons que Horia, Closca et Crishan, qui périrent sur la roue. Suivirent d'autres supplices endurés tant au service de la liberté personnelle, que de la liberté nationale.

“Vint Inocentius-Mico Klein qui, pour la première fois, proclama dans le monde les droits de la nation roumaine. Vinrent une série entière de manifestations, comme celle de Blak, Siméon Barnutziu affirmant le droit à notre liberté nationale. Des temps difficiles suivirent et des séries entières d'apôtres se succédèrent jusqu'en 1918, quand nous en arrivâmes à la dépendance nationale, comme une conséquence naturelle de

l'évolution de l'idée de liberté personnelle et de liberté nationale. Il était très naturel d'ailleurs que nous en arrivions à l'idée de l'Union, qui n'a jamais été un jeu du moment, mais la conséquence logique d'une pensée. Tout cela, a exigé des sacrifices. Horia a été écartelé sur la roue, Ianco a été battu et il est mort de douleur, Mico Klein est mort en exil, à Rome; Simeon Barnutziu s'est réfugié en Moldavie, et en 1918, 387 Roumains ont subi une mort de martyrs pour l'Union, en partie enterrés tous vivants, en partie brûlés sur le bûcher et torturés de cruelle façon.

“Si nous avons souffert, nos frères du Vieux Royaume, n'ont pas moins souffert. Ils possédaient leur vie d'Etat indépendante et ils vivaient dans la richesse matérielle. Ils ont mis en jeu leur indépendance, ont sacrifié leur bien-être matériel et même leur vie, pour nous sauver.

“Vous devez vous rendre compte qu'ils ont sacrifié, non seulement 800.000 âmes, mais ils ont aussi mis en jeu toute leur existence d'Etat, toute leur force d'âme et d'amour fraternel dont ils ont été capables. Négligeant le bien-être matériel au milieu duquel ils vivaient, ils ont répondu sans hésiter, à l'appel du sang.

“Nous, Transylvains et Banatiotes, nous avons le devoir de nous incliner devant ceux qui ont mis en jeu leur existence même, afin de réaliser l'Unité nationale.

“Nous possédons le plus beau des pays du monde, pays que tous nous envie. D'autres ne craignent pas de nous témoigner leur inimitié, voulant nous prendre ce que nous avons conquis au prix de notre sang.

“Nous sommes tous infiniment heureux de voir que cette grande oeuvre appartient à la jeunesse et que celle-ci la défendra par ses vertus contre toutes les tourmentes. Vous pourrez garder la Grande-Roumanie, parce que l'édifice de celle-ci est fondé non seulement sur la volonté unanime de la nation, mais sur l'unité de langue et sur les droits nationaux, droits imprescriptibles.

“Et ce qui est issu des droits limpides et clairs de sacrifices et de foi pure, ne peut périr. Nous donnerons notre dernière goutte de sang et notre dernier souffle, pour que personne n'y puisse porter atteinte.

“La Grande-Roumanie est comme un grand arbre, planté dans notre coeur. Cet arbre ne donne pas seulement des fruits pour que nous en profitions sur le-champ, mais nous devons en garder aussi la graine qui donnera naissance, à l'avenir aussi, à des réalisations aussi glorieuses que possible. Quand nous voyons en ce jour, que nos ennemis cherchent à porter atteinte à cette réalisation, nous sommes fermement résolus à la défendre mais, en même temps, nous songeons avec pitié à la faiblesse de leurs arguments.

“Nous sommes les témoins de toute une série de conférences qui se tiennent à l'étranger contre nous. Le comte Bethlen, n'a pas eu l'audace de demander plus que l'autonomie de l'Ardeal, car, aux Hongrois eux-mêmes, l'idée que l'Ardeal et le Banath pourraient un jour être rattachés à la Hongrie, paraît absurde. Alors qu'aujourd'hui tout le monde tend à la constitution de grandes unités culturelles et écono-

miques, le comte Bethlen au lieu de songer à une grande confédération des Etats de l'Europe Centrale — lesquels conserveraient leur souveraineté et leur frontières légitimement établies — afin de sauver les Etats danubiens de leur situation économique si pénible, vient demander la réintégration de la Hongrie, prouvant ainsi que les Hongrois n'ont tiré aucun enseignement du passé. Demander l'autonomie de l'Ardeal, est en effet une idée tellement impossible, que le monde sérieux de l'occident doit s'étonner de leur manière ridicule de penser.

“Les attaques dirigées contre les droits imprescriptibles de notre nation doivent immédiatement être repoussées, pour que le moindre retard ne soit pas interprété à notre détriment.

“La jeune génération proteste contre toute tentative de porter atteinte à nos frontières et elle proclame que, si l'on tente de toucher à ce qui a été gagné au prix du sacrifice de sang de tous les Roumains et constitue le droit naturel de chaque nation; si on cherche, disons nous, à y porter atteinte, nous lutterons tous jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

“Il faut que l'on sache que l'Union de tous les Roumains, n'est pas uniquement fondée sur un document de paix, mais sur le droit reconnu d'auto-détermination et sur la décision souveraine du peuple roumain de faire triompher ses droits à la liberté, qu'aucun document émanant de l'étranger ne saurait effacer. Cette Transylvanie, et ce Banath ne sont pas entrés en la possession du peuple roumain sur la base du traité de paix, mais en vertu de la décision d'Alba-Julia, comme suite des sacrifices communs

et de l'esprit de sacrifice du peuple roumain.

"Nous ne saurions admettre que, par une révision des traités, venue de l'étranger, on porte atteinte à ce qu'a réalisé la peuple roumain par son courage et son énergie. Si la création de la Grande-Roumanie a exigé de grands sacrifices et si son maintien coutera beaucoup de labeur et de peine, cette oeuvre incombera à la génération nouvelle qui devra se multiplier. Chacun devra travailler à sa place, là où le destin l'a placé.

"Dans la lutte qui a été engagée à l'étranger au sujet des frontières de notre pays, vous avez le devoir de faire oeuvre d'apôtres, de tenir éveillée la conscience nationale et de montrer que l'on ne peut porter atteinte à notre patrimoine national. Sous le régime roumain, sans aucune tentative de dénationalisation, sans que le régime roumain ait éliminé ses fonctionnaires d'autres races, sans persécution contre les écoles des autres nationalités, sans procès de presse et sans prison politique, ils n'ont rien à regretter du régime précédent. Sous le régime roumain, les Szeklers sont devenus de petits propriétaires ruraux, au même titre que les Roumains mêmes. Veulent-ils risquer de perdre ce qu'ils possèdent aujourd'hui, en passant sous le régime de la féodalité de Budapest ?

"Les paysans hongrois, eux aussi, ont échappé à l'exploitation si âpre de la grande propriété. Un parti hongrois tout entier s'oppose au retour de leur aristocratie. Veulent-ils passer à l'état de co-possesseurs avec les Roumains ?

"Bien que personne ne puisse songer à ce que la conscience même de notre époque ne

tolérerait point, et à faire des Roumains seuls une nation dépourvue des droits, ceux-ci étant en majorité, domineraient toute la vie politique future. Mais, entre un régime de Roumains de Transylvanie, qui n'auraient plus, alors les satisfactions politiques dont ils jouissent aujourd'hui dans le Vieux-Royaume et qui garderaient toutefois une ambition nourrie par ce qu'ils ont eu, — dominant parfois la vie du pays tout entier, dans la cadre de la Grande-Roumanie, — et entre un régime d'Etat, conduit de Bucarest, avec la participation de la tolérance souvent ignorante, mais toujours généreuse des Roumains qui ont toujours été libres et qui portent le sceau de cette liberté dans la tolérance de leurs conceptions, je crois que le nationalisme magyar le plus convaincu opterait pour la dernière éventualité“.

Telle est la réalité. University Library Cluj

Quiconque a lu le compte-rendu de la conférence tenue par le comte Bethlen à Londres s'est aperçu de ses perpétuels atermoiements. L'ancien président du Conseil magyar a résumé en effet ses constatations au sujet de la Transylvanie en deux points :

1) ... Sur le territoire de la Transylvanie la population roumaine se trouve en majorité numérique et cela a été le motif du rattachement de la Transylvanie à la Roumanie par le traité de Trianon;

2) ... Les Roumains de Transylvanie se sont unis à l'automne 1918 de leur volonté sans aucun doute, a leurs frères de Roumanie.

On serait tenté de croire qu'en présence de telles affirmations tout l'échafaudage revision-

niste du comte Bethlen deviendrait sans objet. Il n'en est pas ainsi. L'ancien président du Conseil hongrois, tout en reconnaissant les droits des Roumains à disposer de leur sort, n'hésite point toutefois à réclamer l'autonomie et le plébiscite pour la Transylvanie, qui, à son avis, devrait être transformée en une seconde Suisse. Il n'y a pas de doute, les dirigeants hongrois chargés de capter l'opinion étrangère se soucient fort peu de la logique et de la vérité historique. Ils s'emploient avant tout à troubler l'atmosphère internationale quitte à faire état de convictions pacifiques et de tendances humanitaires.

Au lieu de demander purement et simplement que l'on reprenne aux Roumains ce qu'ils ont usurpé et de les renvoyer de ce territoire avec leur famille et peut-être aussi avec leur fortune, l'ancien président du Conseil de la Hongrie consent à les y laisser vivre, mais à deux conditions : qu'ils abandonnent ce qui est hongrois et que, pour le surplus ils se contentent seulement de ce qui pourra leur servir dans une future Suisse transylvaine, appartenant à tous les habitants.

Heureusement que l'opinion anglaise ne se compose pas seulement des invités du comte Bethlen. Deux excellents connaisseurs se sont chargés de rappeler et de mettre au point en quelques phrases les prétentions du révisionnisme magyar. MM. Wickham Steed et Seton Watson qui ont connu sur place et durant de longues années le scandale européen que constituait la domination hongroise, avant la guerre, ont rappelé au comte Bethlen, autant que les circonstances le permettaient, qu'il perdait de vue certaines vérités essentielles.

“J’ai beaucoup de vieux et nouveaux amis parmi les Roumains de Transylvanie, — a dit M. Seton Watson — et je mets au défi le comte Bethlen de trouver dans le pays un seul Roumain ayant une certaine réputation qui vienne dans cette salle s’approprier le programme de M. Bethlen sur l’indépendance de la Transylvanie.

“La proposition d’une indépendance transylvaine n’est point une proposition pratique et d’autant moins la proposition de plébiscite en Slovaquie, Ruthénie et Croatie. Comment un semblable plébiscite serait-il préparé? Qui l’administrerait? Faire appel à la Ligue des Nations dans la situation présente où Hitler et Mussolini essayent d’en détruire le prestige? Un semblable projet non seulement sera rejeté par les Etats directement intéressés, mais il ne peut être mis en application sans soulever le problème de la révision dans toutes les autres parties de l’Europe. Tous ces problèmes révisionnistes sont liés entre eux.

“Le comte Bethlen a indiqué quelles pourraient être les quatre solutions alternatives de la question, Quiconque reconnaîtra que les échanges de population sont irréalisables et que, par une rectification de frontières il est presque impossible d’obtenir une ligne de séparation entre Nations. Je regrette qu’il ait écarté — comme une machination de la Petite-Entente — la solution que j’estime la seule praticable, savoir un essai de diminuer l’importance des frontières, sur le terrain économique, en accordant en même temps des garanties solides en ce qui concerne les droits de minorités.

“D’aucune autre façon la dispute ne pourra

être supprimée. Le réajustement des frontières ne ferait que mener à de nouveaux conflits, et, plus la propagande magyare sera dirigée dans le sens actuel, plus intransigeantes deviendront les autres nations et plus diminueront les espérances d'une éventuelle réconciliation entre elles et les magyars. La campagne inaugurée par lord Rothermere, il y a quelque années, a fait beaucoup de mal et, depuis qu'elle a ressuscité ce principe sous une forme nouvelle à Budapest et, maintenant à Londres, avec le comte Bethlen, l'espoir d'une amélioration a de nouveau disparu. En continuant ainsi cette campagne mènera à une autre guerre sanglante comme celle de 1848.

"Pour démontrer la complexité des questions de plébiscite — relativement simple — je prends la liberté d'adresser les questions suivantes et je prie de les soumettre au comte Bethlen, aux fins de réponse.

"Le comte Bethlen propose-t-il un plébiscite séparé entre la Hongrie et chacun des quatre Etats voisins, dans le Burgenland pour l'Autriche; en Slovaquie pour la Tchécoslovaquie; dans la Transylvanie et le Banath pour la Roumanie; dans le Voïvodine pour la Yougoslavie et ensuite des plébiscites séparés pour la Ruthénie et la Croatie? Ou bien propose-t-il des plébiscites préliminaires dans les districts magyars le long des frontières respectives et ensuite des plébiscites dans la forme de plus haut? Dans tous les cas comment et quelle autorité civile est capable de surveiller cette série de plébiscites? "Croira-t-il que cela pourra se faire sans troubler gravement la paix de l'Europe ou bien sans risquer de soulever tous les autres problèmes ré-

vizionnistes des frontières italiennes, polonaises ou balkaniques ?”

M. Seton Watson a raison : Détacher une enclave magyare du territoire de l'Etat roumain, serait, au point de vue technique, littéralement impossible, car il en resulterait un tableau cartographique encore plus bizaé que celui des anciens «Etats Turingiens». Les 160 - 220 Anglais qui ont fait ces suggestions ne semblent pas trop brillamment informer là dessus.

Le plan d'une Transylvanie indépendante ne peut être accepté que par les Magyars. Un Etat transylvain ne saurait exercer aucune attraction sur les Saxons. Par sa proposition de neutraliser la Transylvanie, le comte Bethlen s'est mis en contradiction flagrante avec la résolution de la Chambre des Communes, qui demanda la révision de Trianon dans le sens que la Hongrie récupère tous ces territoires peuplés en majorité de Hongrois. Si la Transylvanie restait en dehors de la révision, conçue de cette façon, alors il n'y aurait plus que très peu de territoires habités de magyars, qui fassent retour à la Hongrie. Par conséquent le geste de la Chambre des Communes ne saurait avoir d'écho ailleurs que dans les milieux qui ne connaissent même pas les plus élémentaires conditions géographiques et ethnographiques du Sud-Est de l'Europe.

Décidément nous ne nous trouvons pas en présence d'une action isolée du comte Bethlen. Elle fait suite à toute l'oeuvre de mystification de l'opinion entreprise, dès le lendemain de la signature de ce traité, par les officines de propagande hongroise et qui avait atteint son point culminant dans la fameuse campagne du lord

Rothermere. Celle-ci avait fini par aboutir à un point mort. M. Bethlen s'est efforcé de la raviver. Il a réussi en partie, sans toutefois provoquer d'appréhensions et d'inquiétudes outre-mesure, dans les pays de la Petite-Entente.

L'intangibilité des traités de paix ne peut en effet dépendre d'une propagande plus ou moins habile. Elle est solidement fondée sur des réalités ethnographiques, géographiques, politiques et économiques.

Elle est ardemment défendue par la ferme volonté de plus de 60 millions de citoyens. Elle est l'expression du droit et de la justice dont le triomphe a été assuré par les hécatombes de dizaines et dizaines de millions d'êtres humains. Elle constitue par-dessus tout la clef de voûte de tout l'édifice politique et économique, d'après guerre. C'est dire que, sans sous-estimer toute l'importance de l'opinion publique — et surtout de celle de la Grande-Bretagne — nous sommes convaincus que ce « succès » de la propagande magyare ne sera qu'éphémère et qu'une meilleure compréhension des droits des peuples ne tardera pas à se faire jour dans les milieux parlementaires britanniques.

Les agitateurs minoritaires de Roumanie, nous font penser à Gandhi. Car exactement comme le gouvernement britannique est aujourd'hui inquiété par les récents événements de l'Inde ; le gouvernement roumain l'est aussi. Gandhi, jadis — comme d'ailleurs les minorités de Roumanie — étaient sans moyens, il ne pouvait rien.

D'où vient, en effet, que Gandhi, petit homme de la plèbe, sans moyens, sans ressources, ait pu se mettre au bout de quelques années à la

tête d'un mouvement suffisamment fort pour troubler la sérénité légendaire de l'Empire britannique? Qui lui a permis de forger ses premières armes? L'Angleterre. Qui lui a donné les autres? L'Angleterre.

Si les hommes du vice-roi avaient servi à temps c'en était fait du gandhisme. Mais on considéra que cela n'avait vraiment pas assez d'importance et on permit tout. Quand on revit, il était trop tard: la mahatma avait réuni suffisamment d'adeptes.

Devant la surexcitation populaire on relâcha Gandhi. Nouvelle erreur. On fit plus: on admit le mahatma aux deux conférences de la Table Ronde. Dès ce moment, Gandhi n'était plus aux yeux des maharadjas rigoristes, un homme de la sixième classe: il était celui que la vice-roi traitait presque d'égal à égal.

Et alors, après le sel, ce furent les draps du Lancashire que Gandhi voulut boycotter. Nouvelles tergiversations, nouvelle arrestation, nouvelle mise en liberté

Résultat: du nord au sud, de l'est à l'ouest de l'Empire des Indes, du plus humble paria, au prince le plus puissant, chacun savait qu'un homme, dont on feignait d'oublier les origines, faisait peur aux Anglais dans leur économie et dans leur souveraineté.

Et le mahatma repartit de plus belle. Par des jeûnes, des discours religieux et des prêches politiques, il devint une espèce de demi-dieu.

Aujourd'hui il n'y a plus rien à faire. Gandhi s'en prend aux alcools. Si on l'emprisonne c'est la révolte: on martyrise un saint. Si on le laisse libre c'est la révolte aussi: Gandhi la prêche.

Ne voyez-vous pas dans cette rapide histoire

une corrélation bien grande avec le développement de certaines minorités turbulentes et avec les erreurs de gouvernement que nous avons commises à leur égard?

En examinant le déroulement des faits qui ont mis le gouvernement aux prises avec le mouvement gandhiste on est amené à en tirer une leçon qui peut être, des plus profitables aux nations, qui ont dans leur sein des minorités.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La minorité allemande

a) LES SOUABES

Les Souabes sont d'origine allemande et sont venus en Bukovine pendant l'occupation autrichienne, il y a deux cents ans, c'est-à-dire immédiatement après la Paix de Stahou-Mare (1711). Ils se sont installés spécialement dans le Banath. Agriculteurs d'élite, ils savent merveilleusement tirer parti des petites terres noires du bassin de la Theis. Ils fournissent aux villes une classe moyenne et une classe supérieure florissantes. Les Souabes étant totalement dépourvus de chefs, d'organisation nationale et d'une conscience culturelle et politique, les Hongrois travaillèrent activement à les magyariser. Il y a un demi-siècle, l'Eglise a introduit dans les villages habités exclusivement par les Saxons, le service religieux et l'enseignement hongrois. Les Souabes, totalement dépourvus d'une conscience politique active, ont accepté le changement sans résistance. Ainsi commença le processus de magyarisation cher aux Hongrois qui ont employé l'Eglise catholique pour transformer la minorité magyare — de cette région — en majorité. Quoiqu'il n'y eût que 50.000 Souabes, les Hongrois ont dépensé beaucoup d'argent pour cette propagande. Ils ont voulu créer cette majorité, car on doit bien le savoir, les Hongrois n'ont jamais formé dans le Banath une majorité. Une statistique de 1770 nous dit qu'il y avait dans le Banath une population de 322 018 habitants de nationalité différente, et parmi ceux-là, il n'y avait pas un seul

habitant hongrois; Roumains: 186.639 habitants; ¹⁾ Serbes: 78.870 hab.; Allemands: 42.201 hab.; Bulgares: 8.683 hab.; Autres: 5.625 hab. Total: 322.018 hab.

En l'an 1814 à peine il y avait dans tout le Banath, 14.343 Hongrois sur un total de 1.046.557 habitants d'autres nationalités: Roumains: 576 230 habitants; Serbes: 212.319 hab.; Allemands: 207.319 hab.; Hongrois: 14.343 hab.; Bulgares: 12.000 hab.; Slovaques: 10.840 hab.; Français: 6.150 hab.; Autres: 6.946 hab.; Total: 1.046.557 habitants.

D'après les premières statistiques publiées dans la „Magyar Statisztikai Közlemények“ nous trouvons comme hongrois tous les descendants d'Attila et des Huns. Malgré cela, même cette statistique officielle n'a pu trouver dans le Banath que 235.000 Hongrois pour les cinq quarts de millions d'autres nationalités.

Grâce à l'oppression du gouvernement hongrois cette infime minorité a eu de si grandes influences sur les autres nationalités, qu'ils ont voulu totalement magyariser. La preuve la plus éclatante, nous la trouvons dans le fait suivant:

De 1841 quand il n'y avait que 14.342 Hongrois — leur nombre a grandi — en 1910 — à 235.000 âmes. D'après les mêmes statistiques hongroises il y avait à Timishoara 30.000 hongrois pour 44.000 d'autres nationalités. Et ces, 30.000 hongrois avaient 33 institutions d'enseignement, où on a enseigné seulement le hongrois, les autres minorités étant forcées d'apprendre seulement dans cette langue. En 1912, il y avait à Timishoara: trois écoles serbes, 3 roumaines et 21 hongroises. Les Allemands (Souabes) qui constituent un groupe très distinct n'ayant pas une école.

Après la grande guerre, beaucoup de Hongrois avec leurs familles se sont repatriés en Hongrie; une partie du Thoronthal a été annexée à la Yougoslavie. Ainsi, les Hongrois, constituent aujourd'hui une infime minorité, dans le Banath: dans le Timish-Thoronthal il y a seulement 51.728 Hongrois.

Nous voyons donc comme les Souabes constituant

1) „Eine Kleine Statistik“ von Viktor Orendl-Hommenau.

une infime minorité, dans le grand Empire Austro-Hongrois, le procès d'assimilation se poursuivait sans aucune résistance de la part de ce petit groupe qui pourtant avait son individualité.

Les Roumains, une fois maîtres de la Transylvanie et du Banath n'ont point voulu grossir les rangs des Hongrois de la région qui pourraient avoir des vellétés d'union à la Hongrie limitrophe; ils ont donc encouragé les Souabes à développer leur individualité, car ils constituent une petite population tranquille, qui ne peut jamais caresser l'espoir d'une annexion à l'Allemagne, eux constituant un îlot de la mère-patrie.

Nous avons cru intéressant de visiter à Timishora, M. Victor Orendi-Hommenau, écrivain distingué et un des plus brillants représentants du germanisme de l'ancienne monarchie austro-magyare. Les générations d'avant guerre se rappellent encore les merveilleuses conférences que fit M. V. Orendi-Hommenau, à München, Stuttgart, Frankfurt, Wiesenbaden, Tubingen etc., sur le régime opprimé des Allemands de Hongrie. À côté de son oeuvre littéraire parmi lesquelles nous avons remarqué la traduction de Victor Hugo et Eminesco dans la langue de Goethe, M. V. Orendi-Hommenau est aussi un journaliste doué d'un esprit politique supérieur. C'est la cause pour laquelle nous l'avons visité. De la manière dont il nous a parlé, on peut aisément voir la liberté d'esprit dont est doué, ce distingué représentant de l'intellectualité allemande (souabe) du Banath.

"Les Allemands de Roumanie, nous déclare M. V. Orendi-Hommenau, désirent vivement que la Roumanie maintienne ses frontières actuelles. Faire le jeu de Budapest signifie la pire inconscience. Je vous assure, que les Allemands du Banath et de Transylvanie ne désirent guère revenir à l'ancien état d'esclavage intellectuel. Dans l'ancienne Hongrie, nous avons été dououreusement traité.

"Après l'effondrement de la double monarchie Hongroise, les Allemands de la Bukovine, de Bassarabie, du Banath et de la Transylvanie ont manifesté leur sincère désir de fusionner à l'Etat roumain.

"M. R. Brandsch, pendant la guerre a eu le courage de déclarer que les Allemands de Transylvanie veulent s'annexer à la Roumanie.

"Si la loyauté du peuple Allemand ne peut guère être mise en discussion, l'Etat roumain ne doit pas oublier qu'il a encore des devoirs envers ce peuple.

"L'Etat roumain accordant une complète autonomie culturelle et administrative, ne doit rien craindre. Nous ne demandons pas un traitement identique aux traitements des autres minorités ethniques, mais une stimulation de nos intérêts différents, un respect pour notre situation particulière, spécialement dans les villes-frontières, dans l'intérêt même de l'Etat roumain. Mais nous avons une grande confiance dans le peuple roumain : il sait très bien comprendre son rôle."

Aujourd'hui sous la domination roumaine la situation des minorités du Banath et spécialement celle des Souabes, a sensiblement changé. Nous trouvons à Timishora les suivantes écoles moyennes : Écoles roumaines : 10 ; écoles allemandes : 9 ; écoles hongroises : 4 ; écoles roumano-hongroises : 2 ; écoles allemande-française : 1.

Écoles élémentaires : Roumaines : 7 ; Allemandes : 11 ; Hongroises : 12 ; Serbes : 3.

A Karash-Severin : écoles Roumaines : 20 ; Allemandes : 5 ; Hongroises : 1.

Toutes ces écoles ont les droits publics et toutes les matières sont enseignées dans les langues minoritaires respectives, on enseigne seulement l'Histoire, la Géographie et la langue roumaine, en roumain.

M. Rudolph Brandsch, ancien président de l'Union des minorités allemandes de l'Europe, en parlant des droits scolaires des minorités de Roumanie, disait qu'*"en dehors de la Lettonie et de l'Estonie, il n'existe, dans les Etats européens, qu'en Roumanie, une autonomie scolaire partielle des minorités ressortissant aux territoires ayant appartenus anciennement à la Hongrie, sur lesquels on trouve des écoles allemandes et hongroises confessionnelles autonomes à commencer, par les écoles pour enfants de bas âge et inclusivement jusqu'aux gymnases"*. ("Die offene Wunde Europas" "Handbuch zum europäischen Minderheiten problem" von prof. Oscar Wittstock-jun., Brashov 1930 p. 100).

Cela prouve l'amélioration de la situation des Souabes et leurs "désirs" d'être encore sous le joug des



Hongrois. Aujourd'hui même la situation de l'élément allemand en Hongrie laisse beaucoup à désirer. L'ancien ministre hongrois, Jacob Bleyer, a dit clairement : *" Avec regret je dois affirmer, que jamais la minorité allemande de la Hongrie, ne pourra avoir des droits humains "*.

Alors, M. Bethlen, pour répondre à cette grave charge dit qu'en 1928 les Allemands de la Hongrie, qui étaient au nombre de 551.000 avaient 18 écoles élémentaires.

Ainsi l'ancien président du Conseil, s'est condamné lui même, en affirmant que dans l'empire de Saint-Etienne il y avait 18 écoles élémentaires pour 551.000 enfants allemands.

Malgré la situation améliorée que nous rencontrons en Roumanie, nous ne pouvons pas cacher une grande vérité : dans les écoles allemandes de Roumanie, l'impulsion patriotique n'est pas assez forte, car les professeurs minoritaires ne peuvent pas aisément se décoller de l'idéologie hongroise et se servir d'une langue qui pendant toute leur vie a été traitée en cendrillon. Mais en général, la situation pour les Souabes est beaucoup meilleure que sous la domination Hongroise. Cela ne veut pas dire que tout est parfait. On sent le besoin — à côté des 153 écoles allemandes du Banath — d'une école à Deta, d'une autre à Lipa et à Oravitza ; tel qu'un lycée de jeunes filles à Timishoara. Mais avec le temps, cela viendra aussi.

Les Roumains ont donné aux Souabes la possibilité d'accentuer leur individualité qu'ils auraient complètement perdue s'ils étaient restés sous l'occupation hongroise. Ils ont donc réalisé d'importants progrès.

Ainsi nous avons cru que la magyarisation des Souabes a complètement cessé, avec l'occupation roumaine de la Transylvanie. Mais voici que M. G. Popp ancien sous-secrétaire d'Etat, a publié dans l'"Adevărul" une série d'articles où il dénonce l'activité révisionniste de l'évêque catholique Etienne Fiedler d'Oradea-Mare. Dans ces articles, il affirme que selon ses constatations personnelles faites sur place, le *" diocèse catholique d'Oradea-Mare constitue un foyer dangereux de machination contre l'Etat roumain et contre l'ordre établi par le traité de Trianon "*.

A l'occasion de l'arrestation du prêtre catholique Ladislaw Kayaba de Tileagd (Bihor) la police a trouvé parmi les papiers du prêtre arrêté une demande adressée à l'évêque Fiedler, par laquelle le pétitionnaire sollicitait un congé *jusqu'à la révision des traités de paix*.

L'évêque Fiedler, au lieu de prendre de sérieuses mesures contre ce solliciteur "sui generis", n'a fait qu'approuver le congé. Ces faits ayant été contrôlés et confirmés, un conseil des ministres a décidé de faire une démarche auprès du Vatican pour faire cesser cet intolérable état de choses. Toute l'opinion, légitimement indignée des procédés de ce prélat, qui compromet la dignité et le renom de la grande Eglise catholique attend les sanctions que le Saint-Siège ne tardera sans doute pas à prendre ¹⁾.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, car nous ne pouvons pas oublier qu'au commencement de la guerre, le Saint-Siège, a gardé une attitude neutre. Mais par la *Note Pontificale* de 1917—relative aux conditions de la Paix, le Vatican a prouvé partagée la cause des pays vaincus. M. Bénès dans ses "*Souvenirs de guerre*" nous dit, que la Paix proposée par la *Note Pontificale* consistait dans le *Statu quo ante bellum*. Par cette Paix, l'empire des Habsbourgs aurait été sauvé et les peuples opprimés, abandonnés — sauf la Pologne.

D'ailleurs tout le monde connaît l'attitude qu'a pris le Vatican, pendant les tractations de la Paix, relativement à la formation des nouveaux Etats, créés ou augmentés, à la suite de l'écroulement de l'empire Austro-Hongrois. La politique du Saint-Siège n'a pas été

1) Les sommes suivantes sont prévues dans le budget annuel du Ministère de l'Instruction Publique, pour les cultes minoritaires :

Culte catholique de rite latin	34.654.739	Lei
« réformé	20.903.237	«
« luthérien	11.817.510	«
« Umates	2.272.852	«
« Musulman	4.942.547	«
« Israélite	8.606.250	«

L'Etat accorde, donc, pour les cultes cités, malgré la grande crise financière qu'il traverse — la considérable somme de 83.197.135, lei.

favorable à la constitution de l'État Tchécoslovaque, ni à l'unification des Yougoslaves ¹⁾.

Après la guerre, le Vatican n'a pas pris en considération la nouvelle configuration de l'Europe. Il a même laissé la Hongrie exploiter le catholicisme à la faveur de la révision du Traité de Trianon. L'évêque Szabo nous en donne l'explication dans un récent numéro de la "Pesti Napló" où il reconnaît que le gouvernement Hongrois ne veut pas régler les rapports de l'Église catholique de la Hongrie avec le Saint-Siège par un concordat, par ce que seulement dans la situation actuelle la Hongrie peut mettre le catholicisme à la remorque du révisionnisme.

Le concordat entre la Roumanie et le Saint-Siège est signé et s'accorde aux frontières indiquées par le Traité de Trianon; "Si on arrivait—nous dit le Dr. Szabo—à la conclusion d'un concordat entre la Hongrie et le Vatican, alors le Saint-Siège, considérera comme parti contractant, non pas l'empire de Saint-Etienne, mais la Hongrie née par la Paix de Trianon".

Voilà donc la claire explication, pour laquelle la Hongrie, pays catholique, ne veut pas signer un accord avec le Saint-Siège, et exploite le catholicisme au service du révisionnisme guerrier.

Une action telle que celle de Fiedler suit l'évêque Pacha d'Arad.

Le cas de l'évêque catholique Pacha de Banath, qui, accompagné du député Kreuter, vice-président du parti allemand de Roumanie, s'est rendu en pèlerinage à Berlin, a formé l'objet d'une interpellation au Sénat, où la question a été soulevée par le prof. Iorga. Le ministre de l'instruction publique et des cultes, M. le Dr. C. Angelesco, a répondu sur le champ:

1) De cette manière seulement on peut expliquer le si intéressant phénomène, sous la forme d'un mouvement religieux, qui a eu un substratum national et politique: en 1921, comme une réaction à la politique du Saint-Siège nous avons vu naître "La nouvelle église nationale Tchèques" et même une église orthodoxe. À peu près 2 millions de Tchèques ont quitté le catholicisme.

Voilà les conséquences de la politique du Saint-Siège.

“Je n’ai aucune indication à ce sujet. Moi aussi j’ai vu dans les journaux que l’évêque Pacha, avec un autre parlementaire, M. Kreuter, ont rendu visite au chancelier Hitler.

“En ce qui concerne le député Kreuter, la question nous est étrangère car ses actions et ses gestes ne nous regardent point, mais, nous regrettons de tout coeur le geste de l’évêque Pacha et nous attendons son retour pour lui demander d’expliquer le fait qu’étant fonctionnaire de l’Etat roumain, il est allé demander des indications à l’étranger”.

Au lendemain de ces débats au Sénat, l’Agence télégraphique allemande a publié une “mise au point” niant le caractère officiel de l’audience accordée à l’évêque Pacha et à M. le député Kreuter par le chancelier Hitler.

Le cas de l’Evêque catholique Pacha, du Banath, présente une gravité toute particulière. On a prétendu que cet Evêque a fait une simple visite de courtoisie, sans aucun caractère politique, à M. A. Hitler.

Bien entendu, si telle avait été la vérité, nous n’aurions rien trouvé à reprocher à l’Evêque catholique Pacha. La vérité est cependant toute autre : le prélat catholique a rendu au chancelier Hitler une visite protocolaire, officielle, politique. Il a été accompagné de M. Kreuter, député, vice-président du parti allemand de Roumanie, et tous les deux ont été reçus en présence du ministre Hess. Ils ont été présentés au chancelier Hitler par le prêtre catholique Dr. Scherer, le chef suprême de l’Institut d’Etat de Berlin “Reichsamt fuer Auslandsdeutsche”.

Or, cet Institut n’est point, à proprement parler, catholique, mais politique ; c’est une organisation mise au service du pangermanisme, qui s’occupe de donner des directives et de venir en aide à tous les groupes minoritaires allemands de Pologne, de Tchécoslovaquie, d’Autriche, de Hongrie, de Roumanie, de Yougoslavie, des Pays baltes et des autres pays du Centre, et de l’Orient européen. La preuve que la visite de l’Evêque Pacha a eu un caractère politique prononcé, résulte par ailleurs du fait qu’elle a été annoncée par l’agence officielle du Reich le : “Deutsche Nachrich-

tenbureau", ainsi que par le service de Radiodiffusion de Berlin.

Ces agences, contrôlées par le gouvernement allemand, ont annoncé que: "l'Evêque Pacha représente les germains catholiques du sud-est de l'Europe" et qu'il sera reçu officiellement par le chancelier Hitler, en même temps que M. Kreuter, député, vice-président du parti allemand de Roumanie.

Le démenti qu'a donné ultérieurement l'agence officielle de Berlin, sur ce cas, ne présente aucune valeur, ayant été fait dans le but de couvrir l'Evêque Pacha — ce qui est plus grave encore — aux yeux du gouvernement roumain et des autorités ecclésiastique catholiques. La visite de l'Evêque Pacha et de son mentor — ou, pour mieux dire de son associé — M. Kreuter — auprès du chancelier d'Allemagne, ne peut être justifiée que politiquement.

Pourquoi? M. Hitler a pris, on le sait, des mesures contre les intérêts de l'Eglise catholique et de ses représentants d'Allemagne, mesures qui ont indisposé le Vatican. Ainsi donc, ce ne sont point des questions d'ordre religieux, concernant l'Eglise catholique, qui ont pu faire l'objet de la visite de l'Evêque Pacha, mais seulement des affaires d'ordre politique intéressant la minorité allemande de Roumanie.

Comme nous le voyons, ces évêques sont des agents des gouvernements de Berlin et de Budapest, qui travaillent pour le triomphe du pangermanisme et du panmagyarisme.

Le national-socialisme, en conséquent le III-ème Reich, a jeté le trouble dans les esprits paisibles de la population minoritaire allemande de Roumanie, En décrétant la fameuse unité de la race allemande, qui au-delà de toutes les frontières et par dessus toutes les croyances doit, en toutes circonstances, obéissance au Führer, chef de la nation germanique des quatre coins du monde, le national-socialisme à quasi déraciné les populations allemandes de partout.

En leur enseignant la haine des institutions démocratiques-parlementaires, le mépris pour les autres races décrétés inférieures, en leur présentant le catéchisme national-socialiste comme l'Evangile germanique en

dehors de laquelle rien n'est que trahison et décadence, la fameuse section de Berlin pour "Auslands deutsche" a placé les Allemands de l'étranger dans une situation intenable à l'égard des Etats dont ils sont et doivent demeurer des citoyens loyaux, respectueux de leurs institutions et avant tout de leur souveraineté. Nous en avons l'exemple concret dans le singulier pèlerinage à Berlin de l'évêque Pacha et du député Kreuter qui jusqu'à hier encore étant les représentants authentiques de la population allemande du Banath, sont allés chercher midi-à-quin heures, à la Wilhelmstrasse. On n'a qu'à lire les communiqués de Berlin, les démentis et les mises au point; les excuses et les justifications pour se rendre compte de l'embarras inextricable dans lequel se trouve ce haut prélat catholique, (M. Kreuter n'étant pas fonctionnaire de l'Etat est libre de commettre n'importe quel suicide politique) fonctionnaire de l'Etat auquel il a prêté serment de fidélité et d'obéissance et soumis par surcroît aux canons de l'église dont il est l'un des princes.

En allant demander directives et inspirations auprès du chef d'un gouvernement étranger, devant lequel il a fait acte de soumission, l'évêque catholique a indubitablement failli à ses devoirs les plus sacrés.

Les Souabes, d'Arad malgré qu'ils ont formé, eux aussi, un parti allemand et organisation hitleriste, sont beaucoup plus calmes et sont contre la magyarisation. "La Société de Culture" d'Arad a pris l'heureuse initiative de créer cette année plusieurs écoles dans les faubourgs de la ville. Cette détermination a produit une grande excitation dans les cercles Hongrois de la ville. C'est facile à comprendre: entre les 27.000 habitants, il n'y a que 20 p. c. magyars, et ceux-là veulent former la majorité, par la magyarisation des autres nationalités.

Nous avons cru intéressant de demander au prélat souabe Blaskowitz, de Timishora, son opinion sur le cas Fiedler.

Il nous a dit: „M. G. Popp a grandement eu raison d'affirmer que la diocèse catholique d'Oradea Mare est un dangereux foyer d'irrégentisme, mais dans tout cela l'évêque Etienne Fiedler, n'y est pour rien. Je

connais, mieux que tous, Fiedler, car il a été mon élève. c'est un homme admirablement intelligent et bon. Il est aujourd'hui une victime. Il n'a pas mis en discussion les causes territoriales de la Roumanie. Il n'est pas coupable, ce sont probablement ceux qui l'entourent."

"Et l'évêque, Blaskowitz y va carrément : "Ce que je sais, c'est que depuis toujours les magyars ont cherché à magyariser les Souabes, pour grossir leur rang. Ainsi beaucoup de Souabes sont devenus de fervents magyars. Dernièrement un groupe de Souabes magyarisés a demandé à l'évêque Fiedler de redevenir de bons Souabes. Mais l'évêque Fiedler a négligé de leur répondre, pensant, peut-être, que les événements feront mieux que lui. D'ici la rancune, tant de la part des Souabes que de celle du gouvernement roumain, qui a toujours suivi une politique d'affirmation de l'individualité des Souabes".

Ces déclarations sont précieuses. Nous voyons donc que Fiedler, qui est Souabe d'origine et qui par conséquent, aurait eu le devoir d'empêcher, par tous les moyens, la magyarisation de ses conationaux et de collaborer avec le peuple roumain pour maintenir l'individualité du peuple d'où il est sorti, se mettait au service des Hongrois et trahissait la cause souabe et même le gouvernement roumain.

"Peut-être sans le vouloir — comme le dit l'évêque Blaskowitz — seulement par une activité passive".

Sans doute, la Roumanie a le devoir d'accorder à ses minorités un traitement de grand et sincère libéralisme tant dans le domaine économique que dans la vie publique, église et école. Il existe des domaines où la Roumanie aurait le devoir de pousser un peu plus loin la limite des concessions, sans danger pour la sûreté et l'unité de l'Etat, mais au contraire : avec un considérable gain dans son prestige et son autorité du dehors.

Mais s'il existe des domaines où les concessions sont encore très possible, il y a au contraire d'autres où la limite extrême a été depuis longtemps atteint. C'est le cas de la diocèse d'Oradea Mare. Aujourd'hui, après quinze ans d'union, l'oeuvre de magyarisation se poursuit avec la même intensité qu'avant la guerre

de 1914. Les Souabes de la région constituent aujourd'hui une proie que les magyars ne veulent guère laisser échapper de sous leur influence. C'est pourquoi nous voyons tout le clergé catholique au service de l'idée magyare révisionniste. Seul le prelat Ettinger — parmi 45 prêtres — originaire d'un petit village nommé sîi, a osé prendre des air d'émancipation et se déclarer partisan des idées allemandes. Avec les nerfs et la santé épuisés, le prélat Ettinger est une victime, parmi ses camarades, fanatiques partisans de la révision des traités. C'est là, le sort de tous ceux qui s'opposent au révisionnisme magyar en refusant de servir dans l'armée politique de M. Horty.

Dans les églises de la région le service religieux se célèbre en magyar malgré les protestations du peuple. Il y a des prêtres qui interdisent la prière — à haute voix — si elle n'est pas faite en hongrois. Les premières notions de religion sont données, aux petits enfants, non pas en allemand, mais en hongrois, pour que cette langue mette possession sur la partie la plus délicate et intime de l'âme profondément religieuse du Soube.

Il existe des associations de jeunes gens, qui sous le masque de la culture ou du sport propagent le magyarisme. Même les jeunes filles ont formé des sociétés de magyarisation. Il y a des villages avec trois, quatre et même plusieurs associations qui changent de titre chaque semaine et qui constituent de dangereux foyers de propagande magyare, qui sous le paravan du catholicisme et du sport, ne sont que des instruments politiques de magyarisation et de révisionnisme. La preuve nous l'avons dans le fait suivant: ces associations ont interdit à leurs membres de parler la langue où le dialecte souabe.

Dans les villages Souabes du Nord-West de la Transylvanie, il existe une lutte sourde en apparence entre deux minorités nationales, avec des intérêts étrangers au roumanisme, mais en réalité, c'est une lutte entre l'Etat roumain d'aujourd'hui et l'Etat magyar d'hier. Car si la Roumanie a intérêt que la Souabes restent ce qu'ils sont, c'est-à-dire des gens tranquilles sans velléités centrifuges, la politique magyare demande que

les Souabes deviennent de braves magyars, sur les voix desquels — dans le cas du plébiscite tant désiré — ils puissent se baser.

Par cette propagande, les Hongrois espèrent préparer le terrain à un plébiscite qui, imposé par les grandes puissances, pourrait élargir la frontière hongroise sur une zone de vingt à cinquante kilomètres, tant en Roumanie qu'en Tchécoslovaquie. L'église catholique d'Oradea-Mare avait la mission de préparer le plébiscite, dans cette zone, par le magyarisation des Souabes et de créer ainsi une majorité hongroise, là ou elle n'existe pas encore. Voilà l'importance du cas Fiedler, qui se confond avec même le problème de la frontière de l'Ouest.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

b) LES SAXONS

Sous la titre "Les Allemands du bassin danubien", le "Berliner Börsen Courier" publie un long article, faisant un parallèle entre la situation des minorités de Hongrie, de Roumanie et de Yougoslavie, montrant le bon traitement auquel sont soumis les allemands de Roumanie et quelle différence il y a entre la situation malheureuse des allemands de Hongrie et de ceux de Yougoslavie.

Au sujet de la minorité allemande de Hongrie, l'article relève que le traité de Trianon a laissé à la Hongrie seulement une petite parcelle du territoire colonisé par les Allemands ou les "Souabes hongrois", comme les appelle l'article, le long de la frontière du Sud et de l'Ouest de la Hongrie, la majeure partie de cette minorité se compose de paysans allemands et d'une petite couche intellectuelle allemande,

Très souvent, le fils de paysan allemand qui a fait des études est devenu un "magyaren", soit à cause des pressions économiques soit de sa propre volonté, ayant ainsi de meilleures perspectives dans le cadre de l'Etat magyar. Ceci étant, la situation du germanisme à la veille de la guerre, en Hongrie était plus menacée qu'aujourd'hui.

Bien qu'on ait accordé aux Souabes, après des luttes acharnées de plusieurs années, certains droits, leur application est empêchée et sabotée par les organes magyars subalternes chauvins, fait qui trouve son expli-

cation dans un sentiment national exagéré des magyars.

Dans l'Ardeal roumain, l'autonomie culturelle des allemands est sensiblement meilleure. Sans doute, les Saxons de Transylvanie avaient la possibilité de se référer à leur indépendance, qui leur avait été garantie tant de fois, au cours des plus de 800 années qu'ils se trouvent en Ardeal. En 1919, lorsque les Saxons de Transylvanie se sont unis volontairement au Royaume roumain, une sorte de traité a été conclu entre l'Etat roumain et les représentants des Saxons, qui assurait aux Saxons une autonomie culturelle et administrative presque complète. Le fait que ce traité a été interprété plus tard autrement et que les choses ne se sont pas passées comme l'avaient espéré les Saxons, les a désillusionnés; cependant, il leur restait la consolation d'être *la minorité la mieux défendue du monde*.

L'Etat, qui ne peut maintenir que difficilement ses propres écoles ne peut plus accorder les subventions d'autre fois. Les Allemands ont été obligés, comme toujours pendant les temps de misère, de contribuer à l'appui matériel des institutions culturelles allemandes.

L'article conclut en faisant des considérations sur la situation de la minorité allemande de Yougoslavie.

Aujourd'hui sur le territoire roumain, on note la présence de 800.000 colons de race et de langue allemandes qui, en dehors des îlots sporadiques de la Dobroudgea, constituent des groupes importants et vivaces en Bessarabie, en Bukovine, dans le Banath et en Transylvanie.

Les Saxons sont dans les proportions suivantes dans les principales villes de la Transylvanie: Brashov, 22 p. c. de la population totale; Târnava-Mare, 41,8 p. c., Târnava-Mică: 16,8 p. c.; Năsăud, 17 p. c.; Făgăraș 9,3 p. c.; Clouj, 8 p. c.

Les colons de race et de langue allemandes qui se trouvent actuellement sur le territoire roumain étant tout à fait isolés du groupe germanique, ne peuvent avoir l'espérance de s'unir jamais avec l'Allemagne. Mais comme les Basques et les Bretons peuvent vivre en France sans être dérangés, les colons allemands de la Roumanie peuvent très bien vivre au milieu du peuple roumain

Les Saxons sont venus comme invités des rois hongrois des XIIe et XIIIe siècles et ont été beaucoup plus privilégiés que les roumains, qu'ils voulaient assimiler. De là datent les progrès que les Saxons ont réalisés, ainsi que l'esprit de solidarité et d'organisation qui les caractérise. Sous l'ancienne domination hongroise, les Saxons poursuivaient une politique d'exploitation; ils haïssaient les Hongrois.

Ils se sont groupés le long de la vallée du fleuve Tarna. Ce nom de Saxons qu'on leur donne aujourd'hui est assez erroné, car, si les documents historiques ne disent rien de précis sur leur patrie primitive, leur idiome du moins permet de leur assigner comme territoire d'origine la rive gauche du Rhin.

Les Saxons sont venus des régions de la Moselle, Eiffel et Luxembourg. D'après I. K. Schuller : "Umriss und Kritische Studien zur Geschichte von Siebenbürgen" — les Saxons sont originaire de la Flandre et des régions du Rhin; Dans les plus vieux documents ils étaient nommés "Flandrèsses". Le nom de "Saxon" n'apparaît que dans les documents postérieurs, et leur a été donné probablement par les Hongrois qui appelaient de ce nom tous les Allemands (C. D. Deutsch : "Geschichte der Siebenbürger Sachsen" : Kronstadt 1852)

En Roumanie, ils se sont répandus autour des villes fondées par eux : Médiaschi, Brashov, Sibiou, Sighishora Bistritza, etc. Ils résident principalement dans le Sud de la Transylvanie. En 1918, à l'occasion de l'annexion à la Roumanie, ces Allemands, de peur de voir leurs droits diminuer, ont lancé l'idée d'un Etat fédéral. Ce détail est peu connu aujourd'hui. Ainsi ils ont lancé un mémoire qu'ils ont présenté à la grande assemblée de Alba-Julia, où ils voulaient la formation de quelques districts (Etats) de Saxons, parmi lesquels, évidemment, la ville de Sibiou. Ce district devait avoir deux Capitales : une à Sibiou, pour les Allemands, et une à Saliște, pour les Roumains, Comme moment documentaire — qui démontre la mentalité des Saxons à la veille de l'annexion — ces desseins sont tout à fait intéressants Les Roumains forment la majorité dans le district de Sibiou, mais ils sont en minorité en ce qui concerne le nombre des votants, l'explication est la

suivante : I. le grand nombre d'officiers qui ne votent jamais ; l'introduction de 1.800 femmes — les femmes des Saxons — sur les listes électorales. De cette façon il n'est pas difficile d'avoir une bonne majorité dans le conseil municipal et même un maire. La manière dont ils travaillent au conseil communal démontre le servilisme, l'intransigeance et l'égoïsme dont ils sont dominés.

La réforme agraire ne leur a point plu, car elle donnait la possibilité aux Roumains de se construire des maisonnettes même dans la ville de Sibiou. C'est la raison pour laquelle ils ont saboté cette loi.

Les ingénieurs Arz et Bedeus ont fait un fameux plan de systématisation de la ville, qui mettait les roumains en l'impossibilité de construire. L'autorisation de construire n'était donnée qu'aux Saxons. Quatre-vingt pour cent des constructions roumaines ont été élevées sans autorisation. A ce propos signalons que le contraste est évident entre les rues des Saxons et celles des Roumains : les premières bien entretenues, les autres dans un état désastreux à cause du manque d'attention de la part de la mairie.

Grâce à la campagne de la presse roumaine de la ville de Sibiou, le conseil communal est devenu plus indulgent.

A Sibiou, les Roumains n'ont que deux écoles primaires ; les Saxons ont une école, dans chaque rue, de vrais petit palais.

Depuis la réalisation de l'unité nationale roumaine, les Saxons et les Souabes avaient conservé leur caractère discipliné : collaboraient avec les éléments majoritaires roumains, dans le cadre des institutions et des lois du pays. On a considéré les minorités germaniques comme représentant un facteur d'ordre et de progrès. Au surplus, ces Allemands, probes, laborieux, économes, imprégnés d'une culture fort avancée, sont généralement arrivés à l'aisance, en sorte qu'ils font partie, presque partout, de l'élite provinciale, spécialisés comme ils le sont dans l'agriculture, le commerce et l'industrie. Par ailleurs, les minorités allemandes de Transylvanie ont toujours vécu en parfaite harmonie avec la puissance dominante, qu'il s'agisse des Magyars ou des Roumains. On leur a même souvent reproché de s'ac-

commoder trop facilement à leurs maîtres et d'accueillir les uns et les autres avec des sentiments dénués de toute réserve.

Ces reproches, faut-il le dire, sont injustifiés puisqu'aussi bien les Allemands de l'Ardeal, n'ayant rien à revendiquer du point de vue politique et territorial, il est tout naturel de les voir vivre en bonne intelligence avec le peuple qui les abrite.

La population allemande de Roumanie était donc à juste raison, considérée jusqu'à présent comme la plus paisible des minorités ethniques roumaines. Car, comme nous l'avons dit plus haut, cette minorité, composée en majeure partie de laborieux agriculteurs, les Saxons et les Souabes de Transylvanie et du Banath, de même que les colons allemands de Bukovine et de Bassarabie, s'adonnaient à leurs travaux rustiques avec de méritoires succès. Les intellectuels et les dirigeants de cette population, qui bénéficient d'une organisation parfaitement disciplinée, avaient soin d'eux, leur assurant, dans le cadre de l'État roumain, tous les avantages matériels possibles et tous les bénéfices moraux souhaitables dans les domaines de l'école et de l'Église.

Cette situation, à tous les points de vue enviable, de cette minorité allemande est depuis quelque temps singulièrement troublée par l'effervescence national-socialiste qui se manifeste bruyamment dans son sein. Des bataillons d'assaut hitlériens, organisés à Sibiu et à Cernautzi, sont en pleine action, provoquant de regrettables désordres. On se demande, non sans étonnement, quel peut bien être le but de tels bataillons d'assaut en Roumanie? S'agit-il pour eux de conquérir à main armée le pouvoir local au central? Une telle supposition serait absurde. Est-ce pour provoquer des désordres ou imposer par la terreur l'ascendant allemand dans les localités à population minoritaire allemande? C'est probable. A Sibiu l'imprudance saxonne va jusqu'à vouloir y perpétuer le souvenir de l'occupation militaire du général allemand Falkenhayn. Quelle est donc l'histoire de la fontaine nommée Falkenhayn?

Lorsqu'en 1916, l'armée du Général Falkenhayn eut repoussé les troupes roumaines et pénétré à Sibiu,

Les Germains de cette dernière ville construisirent une fontaine afin de commémorer l'exploit accompli par leur compatriote et l'entrée des Allemands dans leur ville. Le monument, d'un goût douteux, est surmonté d'une cigogne qui tient en son bec un serpent, — figure allégorique destinée à rappeler la victoire de la cigogne allemande sur le serpent roumain !

Dès la constitution d'un groupe nazi à Sibiou, les bataillons d'assaut appartenant à ce groupe se sont crus obligés de veiller, nuit et jour, autour de la fameuse cigogne et d'interdire l'accès de la fontaine aux passants. Cette attitude, cela va sans dire, a fait naître des réactions de la part des Roumains et des autres minorités, d'où conflits, bagarres et désordres.

Depuis qu'Adolf Hitler occupe le fauteuil de chancelier du Reich, des agitateurs, isolés ou en bandes, portant ostensiblement l'insigne à la croix gammée, se livrent sur le territoire roumain à des manifestations d'un goût douteux et qui pourraient fort bien devenir dangereuses. Dans la ville de Cernautzi (Bukovine), de graves désordres se sont produits. Sortant des cours de divers grands immeubles, dans lesquelles ils s'étaient cachés, des bandes compactes d'individus armés envahirent les rues aux cris de : "Morts aux juifs !" "Vive Hitler !". Armés de revolvers, de couteaux et de barres de fer, ces bandes formées par la lie de la population allemande et ukrainienne des faubourgs, se mirent à briser les vitres et à dévaster les étalages des magasins juifs du centre de la ville, attaquant et maltraitant les passants inoffensifs, roumains ou juifs, n'épargnant même pas les femmes et les enfants. La place Unirea ressemblait à un véritable champ de bataille. Des dizaines de blessés tombèrent. Plus de 40 arrestations furent opérées. Un fait grave et qui doit retenir l'attention spéciale du gouvernement roumain est l'alliance établie, en l'occurrence, entre les éléments extrémistes de droite roumains, les hitlériens allemands, les éléments rebelles ukrainiens et la lie des bas-fonds de Cerzautzi. Le cas de Cernautzi ne fait que confirmer l'existence de noyaux hitlériens en Roumanie¹⁾.

1) M. Rudolf Brandsch, ancien sous-secrétaire d'Etat aux minorités et actuel membre du groupement parlementaire allemand, ayant

Les nazis s'efforcent, selon toute évidence de provoquer de actions antijuives dans d'autres pays, afin de prouver à l'opinion mondiale qu'il ne s'agit pas d'un mouvement limité à l'Allemagne.

Des troubles similaires se sont produits en Tchécoslovaquie où la justice a été forcée d'intervenir pour réprimer les excès commis par les partisans de la croix gammée. A Dantzig, en Silésie également dans les contrées germaniques de Pologne, des bandes organisées à l'image des nazis renouvellent les exploits des bataillons d'assaut du Reich. L'Autriche, la Hongrie, voire la Roumanie, sont choisies comme champs d'expérience pour les manifestations contre les „non-ariens“.

pris la parole à Sibiu a dit à ses compatriotes des vérités qui ne sauraient manquer de produire un effet salutaire.

Voici textuellement ses paroles :

“Nous ne devons pas apparaître comme des imitateurs inconscients de ce qui se passe en Allemagne ou dans d'autres pays, dans des conditions entièrement différentes. Nous ne pourrions jamais renoncer à l'indépendance de nos décisions politiques, parce qu'elles sont en fonction de notre attachement pour ce sol de Roumanie, qui est notre patrie et qui se trouve dans un autre pays que l'Allemagne et qui est gouverné par un autre peuple.

“Cette patrie nous devons la conserver, pour nous et pour nos enfants. Nous sommes liés à elle et c'est nous seuls qui devons trouver la voie juste à suivre et pourrions nous y maintenir comme peuple allemand, ainsi que nous y sommes maintenus au cours des siècles.

“Des temps difficiles viendront aussi pour nous, parce que de même qu'en Allemagne s'est produite une recrudescence de courant nationaliste une telle recrudescence s'est produite aussi dans d'autres pays, et même ici, en Roumanie. Un mouvement nationaliste qui tend à se diriger non seulement contre les juifs, mais aussi contre tous les étrangers et qui nous occasionnera encore certaines surprises douloureuses. Si nous voulons survivre à cette époque, nous ne devons pas produire entre nous des dissensions, mais avoir suffisamment de sens national pour nous dire que nous devons tous être groupés, afin de pouvoir surmonter ces temps difficiles.

“J'ai souvent parlé déjà du problème des minorités. Un jour viendra, peut-être, cependant où ces questions seront passées au dernier plan. En ce qui nous concerne, nous ne cesserons point de croire et d'espérer que, dans l'humanité, triomphera la conception que c'est une honte culturelle (Kulturshande) que de maltraiter qui que ce soit, parce qu'il appartient à une minorité. Nous ne pouvons renoncer à cette conception, mais tous ces principes sont, nous semble-t-il, rejetés au dernier plan.

“Nous devons songer à défendre, en première ligne, notre propre intérêt et nous efforçons d'en arriver, dans nos discussions avec le gouvernement Roumain, à un rapport qui soit utile à notre cause.

Un des pays dans lequel le mouvement hitlérien a eu la plus vive répercussion est la Roumanie. Il ne faut pas s'en étonner car la monarchie danubienne s'est trouvée jusqu'à la guerre, dans l'orbite de l'Allemagne. Cette orientation a été déterminée par le coup de 1878, lorsque la Russie enleva la Bessarabie à sa courageuse amie. La Roumanie, entrée dans le champ des défenseurs de l'ordre pendant la guerre a récupéré la Bessarabie, mais les Soviets n'ont pas renoncé à la lui reprendre. Ils se servent de l'élément juif, qui est très important en Bessarabie, pour ressusciter l'antisémitisme.

Le hitlérisme bénéficie notamment de cette propagande. Il exploite dans la même mesure l'inquiétude politique causée par les difficultés économiques.

et en même temps conforme aux intérêts de l'Etat.

"Voilà pourquoi, gardons-nous bien de briser, par des gestes stupides, des porcelaines qui ne pourront jamais plus être raccommodées. Nous devons discipliner les sentiments qui s'éveillent dans nos coeurs, de façon à ne mettre en péril aucun des grands problèmes. Au lieu de nous présenter dans des assemblées comme des héros de la parole, songeons que nous avons la grande obligation morale de nous discipliner, afin de ne pas mettre en danger les intérêts de notre peuple par des attitudes stupides.

"L'humanité entière est en convulsion. Quand l'on parle, toutefois, du révisionnisme, nous, en tant que citoyens roumains, nous avons le devoir de déclarer ici que, pour nous et pour notre Etat roumain, il n'existe point de problème de la révision. Ce n'est que de la sorte que nos déclarations de loyalisme sont sincères et honnêtes.

"Je tiens à déclarer personnellement et devant l'opinion publique que nous rejetons de façon résolue et avec pleine conscience de notre responsabilité, les tendances révisionnistes, en ce qui concerne notre Etat".

Il n'a pas été difficile au leader allemand de démontrer que le racisme n'a aucun sens en Roumanie et que si le mouvement prenait réellement de l'ampleur, il tournerait contre ses promoteurs car, en Roumanie, la race dominante n'est pas la race Allemande et qu'un nationalisme exaspéré s'attaquerait à toutes les minorités et non pas aux Juifs seulement.

M. Brandsch a dit à ses auditeurs beaucoup de choses sensées. Il a compris que la doctrine de M. Hitler, vouant les minorités à la destruction, va à l'encontre des intérêts des Allemands en Roumanie. Ceux-ci doivent se rendre compte que «c'est une honte de maltraiter quelqu'un parce qu'il appartient à une minorité» et que «comme citoyens roumains ils ont le devoir de déclarer que pour eux et pour l'Etat roumain il n'existe pas de problème de révision des traités».

Ces déclarations sont bien-venues. Elles sont de nature à calmer les appréhensions, qu'on fait naître au dedans comme en dehors, sur les agitations des Saxons de Roumanie.

Après l'annexion, les Saxons ont inauguré une politique d'opportunisme. De cette manière, ils ont réussi à avoir — sous le gouvernement de M. Jorga — deux représentants au Parlement et même un sous-secrétaire d'Etat pour les minorités, en la personne de M. Brandsch.

Dernièrement, une désagrégation s'est produite au sein de l'organisation des Saxons de Sibiu: les vieux et la grande masse paysanne sont à côté de M. Brandsch et désirent un sincère rapprochement des Roumains. Comme organe de presse, ils ont la "Neue Zeitung", quotidien important. Un autre groupement suit M. Hans Otto Roth, qui, avec M. Neugeboren, le rédacteur principal du "Siebenburger deutscher Tageblatt" préconise un pacte avec les Hongrois.

Nous assistons en Roumanie à une importante réaction nationale, à un essai d'autarchie qui vise pas seulement l'isolément de la minorité allemande, dans le cadre de l'Etat roumain, mais aussi à la création d'une liaison avec le Reich. Comment est-il possible que justement ces allemands probes, laborieux, économes, imprégnés d'une culture avancée puissent arriver à cette psychose ?

L'hittérisme saxon, trouve son origine dans deux manifestations de vie sociale saxonne, 1: la réaction nationaliste autarchique des jeunes groupés autour de M. F. Fabritzius; la deuxième manifestation de la vie sociale saxonne est d'origine plus récente et est en liaison avec le national-socialisme allemand dont les criteriums éthiques et radicaux nationalistes ont été partagés toujours par les adeptes de M. F. Fabritzius.

La première manifestation était une sorte d'association de «boy-scout» avec des sentiments un peu trop nationalistes. A cette manifestation a suivi une organisation économique nommée "Selbsthilfe" dont le but était de procurer du crédit et des réductions (15—25 p. c.) aux saxons pauvres et spécialement aux étudiants qui ont été victimes de la crise ou d'un malheur quelconque. Nous voyons, donc, qu'il n'y a rien de grave dans ce système de "Selbsthilfe" dans lequel tous les journaux roumains ont vu "un système de boycotte des marchands roumains."

Ce genre de concours mutuel—sur d'autre criteriums

que ceux imposé par l'école, l'église et les chefs politiques, ne peut être que bienvenu pour cette brave minorité dont la politique d'opportunité électorale et administrative avait étouffé l'élan et lui avait perdu totalement la confiance dans leur progrès.

La deuxème manifestation de la vie sociale saxonne, est de date plus récente. Elle trouve son inspiration dans le national socialisme allemand. Le national-socialisme saxon n'a de commun avec M. Hitler que la doctrine qui a prodnit cette renaissance spirituelle en Allemagne et qui a donné aux Saxons de Transylvanie, Bukovine et Bissarabie, ce vigoureux élan de vie. Il est injuste de dire que l'hitlerisme des Saxons va si loin avec sa dépendance de Berlin, qu'il pourra prétendre une révision des traités. Tout de même : pour nous convaincre, nous avons cherché à voir M. F. Fabritzius, chef du parti national socialiste allemand, modèle Hitler.

En traversant les montagnes de Transylvanie pour aller voir à Siblou M. Fabritzius, nous rencontrons un peu partout l'inscription „A bas les juifs“. A Bucarest, elle est rare. D'aucuns prétendent que les Bucarestois, sont par nature, hostiles à toute doctrine de violence morale ou physique. D'autre part, nous avons assisté à quelques bagarres universitaires qui semblent démentir cette assertion. Il semble toutefois que les sympathies pour Hitler soient beaucoup plus nombreuses en Transylvanie que dans l'ancien royaume.

M. Fabritzius, le chef des nationaux socialistes allemands, de Roumanie, qui nous a reçu avec beaucoup de complaisance, nous a fait, en présence de M. Wilhelm Schenker, rédacteur de son journal "*Ostdeutscher-Beobachter*" et de la "*Selbsthilfe*" les déclarations suivantes :

"Tout d'abord je veux souligner qu'il n'existe aucune liaison organisée entre nous et les nationaux-socialistes allemands. D'ailleurs, M. Rudolf Hess, le représentant de M. Hitler, l'a dit à plusieurs reprises. Mais nous reconnaissons avec fierté dans nos idée la grande pensée qui a conduit la révolution nationale-socialiste d'Allemagne, qui a conquis tout le peuple allemand.

"Les habitants de race allemande, de Roumanie, formés de Souabes et de Saxons, quoique d'origine et de

situation géographique différentes, forment un tout de presque 800.000 âmes qui, avec les 80.000.000 d'Allemands du "Mittel-Europe" constituent un organisme culturel unitaire. Nous sommes convaincus que le peuple allemand et le peuple roumain suivent le même chemin, car nous redoutons les mêmes ennemis qui mettent en péril notre existence même : le péril slave, la restauration des Habsbourgs et le bolchévisme.

"Les nationaux-socialistes de Roumanie, par conviction et de tout coeur, désirent remplir leur devoir envers l'Etat Roumain, car ils sont convaincus que leur destinée est strictement liée à celle du peuple roumain. Mais avec la plus grande tristesse, nous devons avouer que les droits humains les plus élémentaires nous sont interdits, par l'impossibilité dans laquelle nous sommes mis de ne pas pouvoir éduquer nos enfants dans l'esprit allemand de nos ancêtres. Nous avons la conviction que, par la liberté de l'enseignement nos enfants pourront se développer, et ainsi donner toute leur force créatrice naturelle au bien de l'Etat hospitalier.

"Si aujourd'hui, nous sommes organisés en un parti où nous avons introduit un esprit quasi-militaire, ce n'est pas dans le désir de nous livrer à des violences — car nous sommes convaincus que la force morale et culturelle pourront triompher par elles-mêmes — mais pour développer le sentiment de l'amour dans la solidarité, qui voulait disparaître. Nous ne sommes ni soviniistes ni irrédentistes ; nous voulons seulement resserrer nos rangs et vivre dans une grande famille, bien organisée dans l'hospitalière Roumanie".

De même M. le Dr. Otto Jikeli, chef des organisations national-socialistes de l'Ardeal, nous a déclaré :

"Le national-socialisme doit arrivé en Roumanie, de la même manière dont — il y a quatre cents ans — la réforme est venue en Allemagne. Avec cette réforme, le national-socialisme allemand d'aujourd'hui se confond.

"Être national-socialiste ne veut pas dire, être ennemi de la Roumanie. Le national-socialisme fortifie le peuple et la nation Roumaine : le Bolchévisme ne peut-être évité que par le hitlerisme.

"L'économie roumaine dépend des bonnes relations avec l'Allemagne. Les peuples du Sud-Est européen

doivent être édifié sur le national-socialisme allemand, puisqu'il contribue à la collaboration avec l'Allemagne.

"Le peuple saxon, dans sa nouvelle formation se conduit d'après les conceptions philosophiques (Weltanschauung) du national-socialisme. Nous restons pourtant attaché à la patrie roumaine et au Roi Carol II. Il est vrai, nous voulons nous conformer l'âme d'après les conceptions nazistes, mais le Fuehrer du nazisme, ne peut pas être—dans des questions politiques, le chef des allemands de Roumanie. Les minoritaires allemands ont un contact commercial intime avec les habitants roumains, et par conséquent nous n'allons pas nous isoler et nous n'allons pas chercher nos droits en exploitant les mécontentements des autres".

Un sentiment de stricte objectivité nous a appelé à reproduire ces déclarations des chefs, des hitlériens de Roumanie.

De ces déclarations il résulte que quoique calqué sur le modèle Hitlerien, ce mouvement n'a pas de velleites irredentistes. Il a seulement le vif désir d'empêcher l'assimilation de l'élément allemand de Roumanie, et la pénétration de l'élément juif, dans les familles souabes et saxonnes.

Le seul but du hitlerisme saxon est d'effectuer une révilatisation de cette population qui était sur le point de perdre sa confiance dans sa vitalité et son destin et d'effectuer une harmonie entre la misère prolétarienne et la riche bourgeoisie, qui comme origine a les mêmes braves colons de jadis.

Après des siècles d'isolements de la nation dominante, à juste titre les Saxons et les Souabes de Roumanie n'ont plus confiance dans leur vitalité. Ainsi le péril d'une dégénérescence ne peut pas être imaginaire. Ensuite, la considérable importance qu'accorde les Saxons à la culture, fait que la proportion d'intellectuels allemands—en face des nécessités des Communautés—soit trop grande, ce qui fait que la jeunesse intellectuelle—une fois les études finies—en face du danger du chômage se voit forcer d'évader en Allemagne, en Autriche ou en Suisse. Si l'on ajoute à cela le fait que les roumains constituent une race très proliférique et que l'Etat roumain accorde aux majoritaires des avantages qu'il n'ac-

corde jamais aux minoritaires, on comprend aisément la crainte qu'ont les dirigeants allemands d'un procès de dénationalisation, qui devra s'accomplir, pas à cause de la propagande roumaine, mais seulement grâce à la fatalité historique.

Si le Hitlerisme saxon—considère comme une régénération rationnelle et comme une renaissance de l'ancien optimisme saxon—ne peut produire aucune inquiétude au gouvernement roumain, il n'est pas de même, en ce qui concerne l'autarchie et l'attitude autonomiste de ces allemands.

L'affirmation violente de la colectivité ethnique saxonne, signifie l'isolement total de cette minorité. Il semble que les minoritaires allemands de Roumanie ne veulent pas reconnaître, que d'une manière temporaire et seulement provisoirement l'Etat Unitaire national roumain, et leur plus vif désir c'est d'avoir l'autonomie minoritaire.

Les Saxons—comme minorité ethnique non révisionniste—maîtres d'une civilisation et culture solide, doivent éviter l'isolement et doivent penser à une collaboration sincère avec les roumains. Entre minoritaire et majoritaire il ne doit pas exister seulement une solidarité d'intérêts, mais aussi des affinités d'âmes. Nous sommes heureux de pouvoir signaler, qu'il existe déjà des saxons qui travaillent à un rapprochement culturel. Un groupe d'intellectuels allemands de la ville de Brashov se sont groupés autour du jeune écrivain, Henrich Zillich et de sa revue „Klingsor“ pour effectuer un rapprochement culturel roumano-allemand.

L'organisation politique des Saxons va de pair avec l'organisation religieuse et culturelle, qui ont pour but d'effectuer l'autonomie nationale, dans le cadre de l'Etat roumain. Ce parti est admirablement organisé: les hommes politiques sont rémunérés, comme de simples fonctionnaires, et ont tout l'appui moral des masses compactes, de la nation. D'après les mots de M. Hans-Otto Roth, chef de la fraction parlementaire saxonne, le parti National-Allemand poursuit une politique de "résistance." En d'autre terme, M Hans Otto Roth est convaincu, que le gouvernement roumain poursuit une politique d'offensive pour effectuer la dénationalisation.

Mais, M. Hans-Otto Roth, nous a encore déclaré que "les Allemands de Roumanie n'ont pas dans leurs préoccupations politiques et nationalistes, des veleités irrédentistes."

Cette déclaration est précieuse.

"Cela ne veut pas dire — continue M. H. O. Roth — que les Saxons n'ont pas des revendications, Non." Et pour nous démontrer la justesse de revendications Saxonnes, il nous a fait une curieuse théorie de l'Etat. Profondément influencé des théories allemandes, qui ne se contentent pas de reconnaître l'existence des "Etats nationaux" et "Etats poliglote", M. Hans Otto Roth, ajoute un troisième type d'Etat: l'Etat à population mixte. Eh bien, le chef des germains de Roumanie considère la Roumanie, comme un Etat avec population mixte, quoi qu'il reconnait que la population majoritaire — c'est-à-dire les roumains — sont dans une proportion de 70 p. c. Grâce seulement à ce subterfuge — c'est-à-dire en niant à la Roumanie la qualité d'Etat National — M. H. O. Roth, peut soutenir les revendications saxonnes.

Les Saxons quoiqu'ils ne veulent plus aujourd'hui une autonomie territoriale, ils se considèrent comme une communauté unitaire ethnique et par cela ils se déclarent moralement isolés, dans le corps de l'Etat roumain.

La Roumanie, peut-elle accepter cette attitude? Decidément que, non.

Les minorités ethniques de Roumanie ne peuvent pas être considérées comme des communautés ethniques, mais comme des groupes ethniques formés par des individus appartenant à la même nationalité, avec une langue et la conscience de leur individualité nationale. Une minorité est avant tout, en fonction de la conscience de son individualité nationale.

Admettre le principe de la personnalité et de la communanté unitaire ethnique, considéré la minorité, au sein de l'Etat, comme une personnalité juridique, signifie le prélude de la fédéralisation de l'Etat roumain, qui n'est guère dans l'intention, ni des hommes politiques roumains, ni des Traités Internationaux. Si à ce point de vue il y a des réserves à faire, l'autre

autonomie, celle de la culture, n'est pas du tout en contradiction, ni avec la Constitution ni avec les Traités Internationaux.

La Roumanie a accordé cette autonomie, qui, si elle n'est pas parfaite — est beaucoup supérieure à celle qu'ont eu les Saxons sous l'occupation austro-magyare. Avant 1918 il n'y avait dans l'Ardeal et le Banath aucune école primaire allemande; après l'Union (1923) nous trouvons 51 écoles primaires allemandes. Avant l'Union les Saxons avaient 26 écoles communales, aujourd'hui ils ont 38 écoles. De même: en 1918 l'Ardeal et le Banath avaient 287 écoles primaires; aujourd'hui ils ont 403 écoles. En ce qui concerne les écoles secondaires, nous constatons aussi des progrès: en 1918 il y avait 17 écoles secondaires, aujourd'hui il y en a 36. Ces chiffres montrent assez clairement l'extrême bonne volonté du gouvernement roumain.

S'il existe de réelles revendications, décidément elles sont d'ordre programmatique écolier professionnel, que l'Etat roumain peut aisément résoudre d'une manière entièrement favorable aux Saxons, sans risquer, le moins du monde, son autorité.

Par exemple: les écoles d'apprentis, qui appartiennent aux Communes, inutilement ont été étatisées et "roumanisées." De même les lois qui peuvent apporter un préjudice à l'autonomie culturelle et religieuse des Saxons, doivent être révisées (l'art. 8 de la loi sur l'enseignement particulier) et apporter toute satisfaction à la minorité allemande.

La minorité allemande constitue un peuple sérieux avec un profond sens de l'ordre et un réel respect pour les lois et règlements. Il est, ainsi, impardonnable qu'on puisse mettre en jeu le prestige du pays, à cause de la légèreté avec laquelle on applique les lois, par des interprétations soviniistes. Il est un devoir moral de l'Etat, d'être d'une excessive scrupulosité, quand il s'agit de l'application des lois relatives aux minorités. Le ministre de l'Instruction publique, a le premier le devoir d'accorder beaucoup plus d'attention aux réclamations d'ordre scolaire venues des régions à population minoritaires. Les minoritaires cherchant à exploiter toute cet-

te attitude des subalternes du Ministère de l'Instruction publique, désirent "avoir le droit d'employer leur langue en administration, en justice et dans toutes les autres branches des services d'Etat" Mais ayant en considération que la réalisation de cette autonomie intégrale, présuppose la reconnaissance des minorités comme des individualités ethniques. L'Etat roumain — qui ne veut guère reconnaître, au point de vue doctrinaire, la Roumanie comme Etat mixte — évite soigneusement — avec le texte de la Constitution et les Traités Internationaux, en main — de leur accorder cette autonomie intégrale.

Les Saxons de Roumanie se sont réunis à Sibiu, en une assemblée nationale à laquelle prirent part des députés de toutes les régions habitées par ce rameau allemand, pour décider de l'attitude à prendre en présence du régime raciste d'Allemagne. Les orateurs ont été unanimes à adhérer aux doctrines national-socialistes et ceux qui ne les professent pas ont été intimidés au point de ne pas oser prendre la parole.

M. Hans — Otto Roth, président du groupe parlementaire allemand au Parlement roumain, hier encore adepte convaincu du libéralisme et de la démocratie, a cru devoir prononcer une philippique contre le régime démocratique et faire de la surenchère national-socialiste Est-ce l'opportunisme et l'ambition qui ont déterminé cette curieuse volte-face du leader saxon? Le fait est que l'immense majorité des Allemands de Roumanie entendent pratiquer le national socialisme. ²⁾

2). Voici la motion votée à la réunion :

"Le peuple saxon de Transylvanie, se sent étroitement et inséparablement rattaché au sol de son pays et il se déclare en conséquence fidèle au pays et à l'Etat qui comprend dans ses frontières les régions habitées par lui, cela avec les sentiments fidèles que mettent à sa disposition le travail du paysan et la diligence du citoyen.

"En ce jour, les Saxons envoient leur hommage à l'illustré chef de l'Etat. S. M. le Roi Carol II, assurant le haut gouvernement de leur profonde estime et offrant à tous leurs concitoyens de l'Etat roumain leur fraternelle collaboration. Par le même sang et la même destinée, nous serons invariablement liés à tous les peuples germaniques et à tous nos compatriotes de notre pays. Dans une époque de grave misère du peuple allemand, nous nous sommes unis à lui dans une communauté d'âme et de faits. La mis-

Le gouvernement libéral se conformant au programme qu'il s'est tracé pour le maintien de l'ordre avait pris des dispositions en vue d'enrayer le mouvement déclenché par les minorités racistes de l'Ardéal. Le parti allemand qui groupe la majorité des Saxons et dont le centre est à Sibiu, était donc menacé de disparaître. Les nationaux-socialistes n'ont point mésestimé la volonté du gouvernement. Ils se sont réunis sous la présidence de M. Hans-Otto Roth, et après avoir longuement examiné la situation ont décidé de prévenir leur prochaine dissolution, en prenant des engagements qui auront du avoir pour conséquence de réduire à néant le mouvement raciste déterminé par l'idéologie hitlérienne³⁾.

sion du peuple et de ses dirigeants est de consolider cette communauté en une unité inébranlable comme un splendide exemple de l'unité allemande.

"En ces jours où la mère-patrie vient de renaître, nous employons toutes nos forces pour lui faire honneur et pour augmenter par notre travail la confiance en la race allemande et dans le travail allemand. C'est dans le sens de cette mission que doit être envisagée notre activité, en fait que communauté nationale allemande unie de Transylvanie. Fidèles à la foi chrétienne et à la race allemande, nous voulons unir notre sang et notre sort à chacun de nos nationaux, comme à un frère. Nous voulons défendre sincèrement et avec force la citadelle de notre communauté nationale allemande. Aussi lourdement que pèse aujourd'hui la misère extérieure sur notre peuple, aussi différentes que soient parfois les voies par lesquelles nous cherchons issue à nos épreuves, unis et indivisibles nous demeurons fils du peuple allemand saxon, quel que soit notre sort.

"Dans cette affirmation de l'union nationale, nous rejetons résolument les attaques qui, ces derniers temps même, ont été dirigées du dehors contre notre peuple et contre une partie de ce peuple. Nous sommes décidés à trouver la bonne voie pour l'avenir au moyen d'une entente intérieure sincère. Que tous nos amis et nos adversaires sachent bien que toute attaque contre des membres de notre peuple nous blesse tous et que, en conséquence, elle sera rejetée par nous tous, car nous considérons le présent et l'avenir de notre peuple comme inséparablement enracinés dans le problème vital de la conservation de notre communauté nationale allemande, laquelle se déclare de nouveau et de façon solennelle comme une communauté allemande saxonne unie. Nous voulons travailler et lutter pour un libre avenir allemand de notre peuple en l'honneur du renom allemand et pour le bien de notre patrie roumaine".

3) À cette occasion la direction du parti allemand de Roumanie a communiqué à la presse :

Les germains de Transylvanie avaient promis, de renoncer aux "Selbsthilfenschaften"; de même ils avaient promis d'abandonner le port des uniformes. En outre, la direction du parti allemand s'engage a remettre en vigueur la hiérarchie politique habituelle³⁾. N'ayant pas respecté ses engagements le gouvernement a procédé à la dissolution de l'organisation saxonne de la *Nationale Erneuerungsbewegung der Deutsche in Rumänien, National Sozialiste der Deutschen in Rumänien*.

En d'autres pays, la répression des organisations hitlériennes ne s'est point faite d'une façon aussi aisée.

"En présence des nouvelles parues dans les journaux selon lesquelles le gouvernement aurait l'intention de dissoudre l'organisation nationale-socialiste de Roumanie, la direction du parti allemand communiste que cette organisation ainsi que le parti allemand lui même, afin d'exclure toute équivoque dans l'opinion publique roumaine sur ce point ont donné les assurances voulues, prenant en conséquence les engagements suivants:

1. Dissolution des Selbsthilfenschaften (S. A. M.);
2. Contrôle des organisations de la jeunesse par l'église et par le parti allemand;
3. Changement de la dénomination de l'organisation nationale-socialiste en *Deutsche Volkshilfebewegung in Rumänien*.
4. Suppression de tout uniforme et de tout port d'uniforme;
5. Pour la désignation des dirigeants de l'organisation on emploiera la terminologie habituelle de "président", "vice-président" "secrétaire" etc.;
6. Fusion de tous les groupements existants avec l'organisation populaire traditionnelle, avant le 1-er Juillet 1934.

Les dispositifs des art. 1 et 5 entrent immédiatement en application".

³⁾ Le rapport adressé par M. I. Incouletz, ministre de l'intérieur au Conseil des ministres demandant la dissolution de l'organisation saxonne de la *Nationale Erneuerungsbewegung der Deutsche in Rumänien, National-Socialiste der Deutschen in Rumänien*, rapport publié dans l'*Officiel* en même temps que la décision du dit Conseil édictant la dissolution de ce groupement, contient une ample documentation sur l'organisation et les agissements subversifs de la N. E. D. R.

C'est ainsi que parmi les principaux moyens d'action du dit groupement figurent des troupes de travail (*Arbeitsmannschaft*) dont le chef suprême, nommé par le Führer, dr. F. Fabritius est M. A. Bönfert. Les normes d'organisation de ces troupes, publiées dans la numéro du 3 septembre 1932 de l'*Ostdeutscher Beobachter*, dit catégoriquement que ce sont "des troupes de lutte" pour "la régénération nationale". Le *Dienstbuch* secret stipule que ces troupes constituent les instruments de la direction du mouvement.

C'est ainsi que des mesures beaucoup plus rigoureuses durent être prises contre la propagande hitlérienne qui menaçait l'intégrité territoriale de la République Tchécoslovaque. Chez nos alliés il a fallu faire intervenir la coercition administrative et même la justice pour aboutir à la dissolution du parti national-socialiste allemand de Tchécoslovaquie et de toutes ses sections ramifiées dans les provinces, les districts et les communes, et la confiscation des biens du parti.

De tout temps, les Allemands de Transylvanie, Bukovine et Bessarabie, formèrent une vaste famille compacte et tranquille. Ce n'est que l'avènement de M. Hitler, en Allemagne, avec ses principes raciques qui a réveillé chez eux l'orgueil de la race.

Il est déplacé de croire que justement ces Allemands de Roumanie qui doivent seulement aux traités internationaux actuels l'union de 800.000 âmes, de Banath, Transylvanie, Bukovine, Bessarabie et Dobroudjea, que justement eux demandent la revision des frontières qui fatalement amènerait l'annexion de ces provinces, respectivement à la Hongrie, à la Russie etc., et donc la dissension des allemands, aujourd'hui tous unis dans une Grande-Roumanie.

Est-il encore nécessaire de rappeler la campagne de magyarisation des hongrois et l'antagonisme d'entre le communisme et le national-socialisme, pour prouver que les accusations d'irrédentisme qu'on porte aux allemands de Roumanie sont si peu fondées?

La minorité ukrainienne

En dehors des 16.000 Ukrainiens des Maramuresh, la majorité de ceux-ci se trouvent dans les régions nordiques et sudiques de la Bessarabie et de Bukovine.

En Bessarabie, selon les données publiées par le dictionnaire statistique de cette province, il y aurait 254.000 Ukrainiens établis dans les campagnes, et 29.000 dans les villes; ils forment 9,55 p. c. au total d'une population s'élevant à 2 642.000 âmes. D'après le "Ukrainien bureau" de Londres le nombre total des Ukrainiens de Roumanie, s'élève à 1.160.000 âmes. Mais la réalité nous impose de préciser: il y a 300.000 Ukrainiens en Bukovine et 600.000 en Bessarabie. Un total donc de 900.000 âmes et non pas de 1.160.000.

En Bukovine les districts suivants ont une forte population ukrainienne: Cernautzi (94 p. c.), Storozhinetz (75 p. c.), Radautzki (15 p. c.). En Bessarabie nous avons: Hotin (50 p. c.), Soroca (20 p. c.), Ismail (15 p. c.) et Cetatea-Albă (35 p. c.).

Nous nous occuperons principalement des Ukrainiens de la Bukovine, qui sont beaucoup plus importants, non à cause du nombre—au point de vue numérique, nous venons de le voir, les Ukrainiens de Bessarabie sont supérieurs à ceux de la Bukovine—mais à cause du sentiment national qui est beaucoup plus développé dans la région du Nord de la Bukovine.

Cette situation est explicable: La Bessarabie, à cause de sa position excentrique, a été abandonnée à elle-même, tant par les Roumains que par les Russes;¹⁾

1) Le régime tsariste de l'ancienne Russie, par tous ses moyens à combattu, l'esprit national ukrainien. Pendant une période assez

avec la Bukovine ce n'était pas la même chose. Elle a appartenu à l'Autriche-Hongrie qui avait dans son sein onze peuples minoritaires, pour lesquels elle avait une certaine condescendance. Par exemple les 200.000 Ukrainiens de Bukovine ont eu : deux cent vingt écoles élémentaires, deux lycées (à Visnitsa et à Cotvari), deux lycées utracvistes, une école normale à Cernautzi, trois écoles professionnelles et six chaires universitaires. L'Autriche-Hongrie a poursuivi dans cette région une action politique de colonisation, malgré les libertés culturelles.

La colonisation de l'élément allemand a commencé immédiatement après la disjonction de cette province de la principauté Moldave et son annexion à l'Autriche (1774). Des fonctionnaires et des industriels allemands s'y sont établis dès l'annexion de l'Autriche et particulièrement dans les villes de Cernautzi, Sucova et Siret. La première colonisation de plus grande envergure a commencé vers 1780 et s'est poursuivie jusqu'au début du XIX-e siècle. On y a amené dans l'intervalle des Souabes du Banath, qui ne trouvaient pas là-bas des terrains de colonisation, des Allemands de Zigs (nord de la Hongrie), et au début du XIX-e siècle, des Allemands de Bohême. La seconde série de colonisation est venue vers la moitié du même siècle toujours de la Bohême ; une partie en a notamment été amenée par l'Etat et un certain nombre aussi par des particuliers qui les établissaient sur leurs domaines. Ces colons ont créé, au total, 37 villages et forment encore la majorité de la population dans 22 des villages. D'ici ils se sont répandus un peu partout de sorte qu'il existe actuellement en Bukovine, en dehors des villes, 91 villages contenant une population allemande. Leur nombre étant en 1851 de 25 592 âmes, et en 1927 de 71.500 âmes.

Fatalement, grâce au contact des Allemands, et au traitement rationnel des Autrichiens, cette région a connu un bel essor ; grâce à cela aussi, nous décou-

longue la langue ukrainienne a été complètement interdite, pas seulement dans l'administration mais aussi dans la littérature (le fameux "oukaz Volouyeff" de 1876). La même situation se répéta pendant la guerre mondiale.

vrons, chez les Ukrainiens de cette région une conscience nationale beaucoup plus développée que chez les Ukrainiens de Bessarabie, qui, malgré leur grand nombre, n'ont jamais su s'unir et agir.

La Bukovine, jusqu'en 1928, se trouvait sous le régime de l'Etat de siège, et, par conséquent, les chefs ukrainiens ne pouvaient pas se réunir et prendre des décisions en commun. Donc, toute initiative fut étouffée jusqu'à l'avènement du gouvernement de M. Jules Maniou, qui fit lever l'état de siège.

En 1930, lors d'une élection partielle de Cernautzi, le succès de M. Doutchak, candidat Ukrainien, a réveillé l'orgueil national, car c'était la première occasion, en Roumanie, d'une manifestation politique électorale propre à cette minorité.

Ces succès ont eu une influence particulière sur la population ukrainienne qui lors d'une nouvelle élection, a imposé un autre député qui a réussi avec succès. Et c'est de cette manière que nous avons vu naître le parti "National-Ukrainien", dont les chefs ont élaboré " *Le programme, le statut et le règlement intérieur du parti national-ukrainien*".

Dans l'introduction de ce programme on peut lire *l'une des causes principales de nos échecs et de la situation trouble au sein de la société ukrainienne, est due à notre incapacité de travailler sur la base de la démocratie réelle qui dérive des besoins organiques, de notre peuple, de même qu'aucun front national unique, pour la réalisation de nos droits ne s'est formé, et que nous n'avons créé jusqu'à présent aucune organisation rigoureuse démocratique qui aurait pu être une base stable et puissante pour notre développement en Roumanie.*

L'organisation du parti "National-Ukrainien" rencontre des difficultés sérieuses, car le niveau de la culture des masses populaires est très bas en Bessarabie. Mais le succès est beaucoup plus grand en Bukovine, pour les raisons énoncées plus haut. Une grande partie des masses populaires ukrainiennes de Bessarabie n'a pas encore une conscience nationale propre, mais se considère aujourd'hui comme faisant partie de la masse

russe; les habitants de Bukovine sont beaucoup plus avancés en culture, malgré qu'il n'existe aucune école minoritaire dans ces régions, les écoles Ukrainiennes de Bukovine étant toutes transformées en écoles roumaines, car malheureusement après la guerre on a poursuivi, spécialement dans ces régions, une politique de roumanisation. On a essayé d'abord de présenter les Ukrainiens comme une variété sans aucune importance nationale, soit du peuple russe, roumain, ou polonais, et la langue ukrainienne comme un dialecte du russe, roumain, ou polonais. Ou mieux encore: les Ukrainiens étaient considérés comme des Polonais, Roumains, ou des Russes dénationalisés. Mais, dernièrement on a commencé à comprendre que le peuple ukrainien est une nation bien définie possédant le caractère linguistique, ethnographique et culturel, qui le séparent des autres nations environnantes

Dans un livre "La lutte nationale en Bukovine" on dit que la dénationalisation de la nationalité ukrainienne du nord de la Bukovine est recommandée "comme un saint devoir que chaque roumain doit accomplir avec tous ses moyens disponibles".

Nous sommes persuadés, que ce n'est pas la bonne et vraie politique que doit mener le gouvernement roumain, car la tendance d'assimilation n'a pas toujours donné les résultats désirés et "ce n'est pas par l'assimilation nationale, mais par la "coordination nationale", qu'on peut obtenir la paix et la bonne entente (B. Hayking).

Au point de vue de la Roumanie il est certain que l'assimilation est désirable, mais aujourd'hui lorsqu'il y a en Europe tant de courants révisionnistes, cela devient une idée presque utopique.

Le parti national-paysan, a accordé beaucoup d'attention aux minorités du pays. M. Maniou a supprimé l'état de siège qui, en 1928, pesait lourdement sur la Bukovine depuis l'annexion de 1918; et après la suppression de toutes les écoles ukrainiennes de Bukovine, effectuées immédiatement après l'annexion, ce n'est que dernièrement que le Ministre l'Instruction Publique, a donné une décision ministérielle, qui impose à chaque école élémentaire, six heures par semaine pour, l'étude

de la langue ukrainienne. Ce n'est pas assez, mais tout de même, c'est un progrès qui illustre la nouvelle mentalité conciliante du gouvernement roumain, vis à-vis des minorités ethniques.

La nouvelle mesure du gouvernement roumain a été logique et inspirée, par un sain raisonnement devant les réalités, et devant les obligations prises, en vertu des traités de Paix. Car l'instruction dans une langue étrangère, ne peut que dans des cas exceptionnels, arriver à exprimer parfaitement la pensée, comme dans la langue maternelle. Le Dr. H. Stösner, dans "*Lehrbuch der pädagogische Psychologie*" nous parle clairement :

"D'habitude dans des cas pareils, il ne peut pas être question de penser dans une langue étrangère mais (même dans une conversation) seulement d'une "traduction".

Wilhelm Hasbach, dans son intéressant livre "*Die moderne Demokratie*", dit que *"plus le monde est riche en individualités ethniques, plus sa culture est supérieure. La grandeur, de la culture européenne est fondée sur les impulsions que se donnent les nombreuses individualités ethniques, les unes, aux autres, pendant qu'elles sont établies sur un espace réduit. C'est là la raison pour laquelle l'Europe à la prépondérance, conduit et conduira toujours, le mouvement intellectuel du monde entier"*.

Décidément, s'il faut imposer l'unité de l'Etat, il n'est pas moins vrai qu'il faut imposer aussi une unité interne, celle de l'âme, des différentes nationalités. Et pour cela il faut évidemment renoncer à une politique d'oppression et d'assimilation, et recourir aux intelligents moyens, dont l'Etat roumain commence à comprendre la nécessité.

Le problème de la Bessarabie

Souvent l'on croit à l'étranger que la Bessarabie est sous un régime fasciste, que la terreur du gouvernement est terrible, en un mot: que la vie est insupportable dans cette région.

Nous nous sommes convaincus sur place, que ces nouvelles sont fantastiques et même tendencieuses, car elles ne peuvent apporter au pays et même à l'Europe entière aucun service, au contraire même. Tout le monde en Bessarabie jouit de toutes les libertés. Les minorités ethniques sont sur le même pied d'égalité que les gouvernants. Les seuls qui ont à se plaindre sont les *communistes*.

La Roumanie— n'aurait rien à objecté au communisme, si les agents se contentaient de propager les idées de Marx et de Engels. Mais ces agents confondent le marxisme avec le révisionnisme. Or, quel Etat du monde pourrait tolérer la propagation des idées qui comme résultat final doit apporter le décollage d'un territoire uni par des droits nationaux et internationaux. Il est évident que la Roumanie ne peut guère se prêter à ce jeu. Ainsi s'explique l'attitude de la Roumanie vis-à-vis du communisme des agents roumains.

D'ici il ne faut pas croire que la Roumanie mène une politique d'offensive politique vis-à-vis du communisme, elle mène simplement une politique de résistance. Nous devons reconnaître, que la Roumanie est beaucoup trop indulgente pour ces agents provocateurs du désordre social.

Dans l'Ukraine bolchevisée d'aujourd'hui ceux qui disent seulement qu'ils sont ukraniens, sont tués sur place. Ainsi en Russie soviétique la seule affirmation de la nationalité constitue une trahison, qui se punit sévèrement ; mais en Roumanie, où les communistes ne se contentent pas de propager Marx, mais propagent aussi le revisionnisme, quelle attitude devrait prendre les roumains ? Nous sommes loin d'affirmer que les méthodes si radicales des Russes, sont recommandables, nous voulons seulement faire une comparaison entre ces deux manières d'agir, pour qu'on puisse mieux se rendre compte de la situation en Roumanie.

S'il n'existe pas un problème de la province comprise entre le Pruth et le Dnister, au point de vue des traités et du droit international, il existe — par contre — un problème bessarabien en ce sens que cette région de l'est devrait bénéficier d'une sollicitude spéciale de la part du gouvernement. Ce n'est un secret pour personne que la Bessarabie fut pour ainsi dire abandonnée à elle-même sous le régime tsariste. Sa position excentrique et son éloignement de Petrograd ainsi que la politique de russification appliquée par l'empire russe avaient eu pour effet de laisser la population roumaine dans l'obscurantisme.

Qu'il s'agisse de l'enseignement *), de l'administration sous tous ses aspects, des routes, de moyens de transport et de l'organisation économique, il est bien évident que la Bessarabie ne jouissait pas alors du traitement exigé par une civilisation avancée.

Lorsque la Bessarabie fut réunie à la mère patrie, les gouvernements ne manquèrent certes, point de s'occuper de cette province avec le même soin qu'ils mettaient à organiser toutes les autres régions du pays, mais étant donnée la situation particulière de la Bessarabie, il aurait fallu qu'un effort spécial fut accompli pour hausser cette province au niveau du reste du territoire tant au point de vue social qu'au point de

*) Pour prouver le manque de scolarité des régions bessarabiennes, il suffit de dire qu'en Bessarabie où il existe 525.000 enfants, seulement 60.000, d'entre eux suivent les cours des écoles élémentaires. Il semble que l'analphabétisme, bat le record, en Bessarabie.

vue économique. Le fait que cet effort—qui devait se produire par une allocation budgétaire plus élevée ne fut point réalisé, donne précisément naissance au problème bessarabien. Et pour trancher ce problème, nous serons tout naturellement appelés à accorder désormais un appui plus grand au développement du peuple roumain de Bessarabie afin de le faire bénéficier du même rythme de vie nationale que celui qui se manifeste sur le reste du territoire. Il va sans dire qu'en procédant de cette façon, il n'entrera dans l'idée de personne de favoriser l'élément roumain de Bessarabie au détriment des minorités. Mais n'est-ce point une juste réparation que de venir aider ces frères dont la prospérité et le développement furent entravés par la politique des anciens dominateurs ? Parce qu'ils furent tenus pendant près d'un siècle sous la dure loi de l'oppresseur, les Bessarabiens n'ont-ils point droit aujourd'hui à un traitement particulièrement favorable qui leur fera rattrapper le temps perdu et les placera au même niveau que les minorités ? Et ces minorités à leur tour ne devront évidemment avoir aucune raison de mécontentement puisqu'elles possèdent déjà depuis longtemps ce que l'élément roumain est appelé à gagner.

C'est là tout l'aspect du problème bessarabien.

La Dobroudgea

En Dobroudgea il existe encore des reliquants de la domination exercée sur le pays par la Porte, pendant 500 ans. Les Turcs, au nombre de 50.000 habitent dans le centre et dans le sud de la province.

Dernièrement une grande partie de ceux-là, ont émigrés en masse dans les régions de l'Asie mineure, ou Kemal Pacha leur a accordé des importants avantages.

L'élément bulgare compte environ 300.000 âmes, dont la majorité se trouve en Bessarabie et en Dobroudgea.

Ce n'est un secret pour personne que la Dobroudgea aurait mérité un effort spécial de la part des gouvernements roumains, pour hausser cette province au niveau du reste du territoire, tant au point de vue social qu'au point de vue économique. Le fait que cet effort qui devait se produire au moyen d'une allocation budgétaire plus élevée ne fut point, donne précisément naissance au problème de la Dobroudgea. Après l'annexion il y avait un moment donné quand il n'y existait ni écoles ni professeurs. La situation était tellement sérieuse, que M. St. Pencof, alors représentant au Parlement de la Dobroudgea du Sud, s'écria à la Chambre : "Envoyez nous quelqu'un qui puisse apprendre à nos enfants à lire et à écrire. Nous serions heureux si vous ne nous envoyez ne fût-ce qu'un instituteur chinois, pourvu que nos enfants ne restent pas analphabètes !"

Si cette constatation était juste, hier, aujourd'hui la situation a bien changé. La région de la Nouvelle Do-

broudgea possède maintenant quatre lycées et nombreuses écoles primaires, tant en langue bulgare que turque et roumaine.

Les turcs par leurs émigrations ont rendu à l'Etat leurs biens agricoles. L'Etat Roumain dans le désir de repeupler cette région qui après le départ des turcs restait dans une mesure quelconque, dépeuplé— a apporté des colons de Macédoine.

L'idée en était excellente, mais la réalisation incomplète.

Quand les colons sont arrivés en Dobroudgea on les a reçus en musique et avec des discours. Mais les festivités terminées on leur a dit aimablement: "En attendant allez trouver un gîte quelque part".

Les pauvres colons avec tous leurs bagages ont erré de village en village, en quête d'une habitation. Fatalement il a existé des heurtés entre autochtones et colons désireux de pénétrer dans les maisons pour s'abriter. Les colons ne sont pas violents, mais il y a de grandes différences de mentalité entre ceux venus de Bulgarie, Grèce et de Yougoslavie, et les autochtones.

L'Etat pour éviter ses bagages a construit 1.100 maisonnettes pour les colons. Dernièrement on a commencé la construction d'encre 700 maisonnettes, dont 380 dans le district de Caliacra et 220 dans le district de Durostor. D'après les récents calculs on pense avoir dans quelques mois encore 1500 maisonnettes pour les colons.

La minorité bulgare et turque a toujours été calme et jamais n'a manifesté publiquement ses doléances. Il n'y a eu aucun procès d'irredentisme dans toute la Dobroudgea, depuis l'annexion. Et, se distinguant de toutes les autres minorités de Roumanie, les Bulgares n'ont pas formé un parti politique séparé, quoiqu'ils eussent pu. Ils ont préféré s'intégrer dans les autres partis politiques croyant, de cette manière mieux servir la nation roumaine.

Mais à la stricte impartialité, nous devons affirmer que les roumains de la vallée du Timoc, ainsi que ceux qui se sont établis le long de la rive droite du Danube, de Vidin jusqu'à Sistov—c'est à dire, qui sont aujourd'hui sous l'occupation des bulgares — ne jouis-

sent ni même du quart des privilèges, dont sont gratifiés, les bulgares en Roumanie. (I).

Au mois de mai 1930, le vieil homme de lettres et ancien ministre de l'instruction bulgare T. G. Vlai-coff a publié une série d'articles au journal "Mir" (No. 8989—9001), intitulés "Aujourd'hui et Demain". Il y écrit aussi, entre autres, ce qui suit, au sujet de la population roumaine de Bulgarie :

"On sait qu'en Bulgarie, et notamment dans la région de Vidin vivent quelques dizaines de milliers de Roumains. Si nous essayions de changer la politique poursuivie depuis la libération et jusqu'à ce jour à l'égard de ces Roumains-bulgares, politique qui, d'ailleurs, n'a guère produit les résultats espérés, et en accordant à cette population roumaine les droits nationaux-prévus par les traités de paix, concernant les minorités annexées par d'autres Etats, faisant ainsi un geste d'humanité et de respect devant l'opinion publique mondiale, nous créerions une atmosphère plus douce et plus amicale entre la Bulgarie et la Roumanie, préparant en même temps la possibilité de pouvoir demander au gouvernement roumain d'accorder les mêmes droits aux Bulgares de la Dobroudgea et de Bessarabie. En parlant de droits de nos minorités et de notre tolérance, nous mettons toujours en évidence les droits accordés aux Turcs, aux Juifs aux Arméniens de chez nous.

"Mais ce traitement-là est unilatéral. Car il nous faut reconnaître que les Roumains ne jouissent pas des droits accordés aux minorités mentionnées. Si toute fois nous leur donnons les mêmes droits, l'affirmation de notre tolérance deviendra concrète et le front haut, nous pourrions présenter nos réclamations au jugement de l'opinion publique mondiale..."

Les vérités émises par le savant bulgare ne demeurent cependant qu'une voix dans le désert.

Un mémoire a été présenté par les Roumains de la vallée du Timoc, au gouvernement bulgares.

(I). La thèse bulgare selon laquelle il s'agissait d'un établissement de date récente—aproximativement de l'époque des Phanariotes—ne correspond pas à la vérité historique. Les Roumains danubiens sont de beaucoup plus anciens que les Phanariotes.

Ces roumains* de la rive droite du Danube disaient :
"Nos enfants ne parlent à la maison et dans le village que la roumain, avec les enfants de leur âge et avec leurs atnés qui ne connaissement pas d'autre langue. L'école ne tient pas compte de ce fait.

C'est pourquoi nos enfants perdent des années entières, uniquement pour apprendre, assez faiblement, la langue d'enseignement, parce que leurs facultés intellectuelles, sans être aidées par de nouvelles connaissances acquises, ne peuvent se desvelopper. Si l'enseignement était fait dans leur langue maternelle, ils pourraient apprendre aussi plus vite et mieux la langue bulgare, car les élèves normalement développés et ayant atteint le niveau de connaissances correspondant à leur âge, y seraient beaucoup plus aptes que dans l'état des choses actuelles. En tout cas, cet état de choses est mauvais. Le progrès réalisé par nos enfants à l'école, progrès auquel et nous, comme parents, et l'Etat, pour ces futurs citoyens, avons le droit d'aspirer, est très faible. Il est beacoup plus faible que chez les enfants de langue bulgare des villages voisins, où ni les gens ne sont plus intelligents, ni l'école n'est meilleure que la nôtre. La cause de l'état de regrès-tant en ce qui concerne les connaissances générale, qu'en ce qui concerne la connaissance de la langue d'Etat, réside dans l'emploi, actuellement exclusif, de la langue bulgare dans les écoles de la région habitée par la population de langue maternelle roumaine.

"Le même mécontentement dû aux résultats scolaires a fait naitre parmi les enfants un courant pour aller suivre le cours primaire même aux écoles de notre pays voisin, la Roumanie. Cependant, beacoup d'ennuis en résultent pour nous. Le plus grand en est que, pendant de longues années, nos enfants restent loin de leur maison et de leurs parents et qu'ils peuvent nous revenir comme des étrangers, nullement préparés pour la vie dans la patrie. Ce courant disparaîtrait tout de suite le jour où l'honoré gouvernement déciderait l'ouverture d'écoles en notre langue, conformément aux règlements prévus pour les écoles minoritaires, lesquelles fonctionnent dans tant d'Etats, à l'entière satisfaction des citoyens et des gouvernements.

“Telle étant la situation, nous nous permettons de demander respectueusement la création d'écoles primaires en notre langue, entretenues par l'Etat, pour son plus grand bien et pour sa plus grande gloire”.

En résumé, la situation de l'élément roumain de la rive droite du Danube est extrêmement douloureuse, surtout en ce qui concerne les Roumains établis autour de Vidin et de Nicopole.

Dans les 55 communes habitées soit entièrement, soit en grande majorité par des Roumains, il n'existe aucune église dans laquelle le service religieux soit célébré en roumain et aucune école où la langue d'enseignement soit le roumain, ou dans laquelle les enfants puissent tout au moins apprendre à écrire et à lire dans leur langue maternelle.

A Sofia et à Giurmaïa Supérieure (Gorna-Djumaïa) il y a, il est vrai, une école et une église roumaine, mais ces deux écoles et ces deux églises sont la propriété de l'Etat roumain et sont entretenues par l'Etat roumain à l'intention des sujets roumains, sur la base de réciprocité avec les écoles et avec les églises identiques accordées par l'Etat roumain à l'Etat bulgare à Bucarest. Ces écoles et ces églises ne fond donc pas partie des mesures prises pour la satisfaction des minorités.

Dans les communes roumaines de Bulgarie, aucune publication roumaine, ni même les livres de prières, ne peuvent pénétrer, Il ne saurait encore moins être question de journaux politique. Ceux-ci ne sont admis et vendus que dans les villes de Sofia et de Roustchiouk, où la population roumaine est extrêmement réduite,

Une complète réciprocité s'impose. La situation présente ne peut plus durer.

Les minorités ethniques sous le rapport de la culture intellectuelle

La situation des minorités, en Roumanie, a connu deux phases bien distinctes, après la guerre.

Il y eût d'abord une période assez heurtée d'accommodement aux institutions du pays, alors que l'Etat Roumain poursuivait sa consolidation intérieure. Cette période fut suivie d'une complète accalmie durant ces dernières années.

A la suite de l'union de tous les roumains de race, au sein du même Etat, les magyars, ancienne nation dominante, sont devenus minoritaires. Pendant des siècles, les hongrois avaient été les bénéficiaires de leur conquête, maintenant leur prédominance, en politique, dans l'administration, le commerce et l'industrie. Il était évident que la suppression de leur présence souleva l'opposition ouverte. Nous eûmes alors les interminables réclamations à la Société des Nations et les conflits minoritaires, dans le domaine moral aussi bien que dans le domaine matériel.

Peu à peu les susceptibilités, les rancœurs et les divergences se calmèrent. La crise économique contribua, cela est évident, à ce processus de rapprochement entre les minorités et les éléments roumains. Devant les contraintes et les souffrances communes les hommes se solidarisent fatalement. Nous dûmes à la naissance de ce nouvel état d'esprit, une tranquillité manifeste. Les minorités ne craignèrent plus de collaborer avec

les roumains, parmi les Conseils d'intérêts général et les institutions corporatives, Conseils municipaux, Chambres de Commerce, d'Agriculture et de Travail. Des cartels électoraux furent même conclus entre les partis minoritaires et les partis roumains. L'agitation avait donc complètement disparu depuis tantôt quatre ans, et devant l'absence de réclamation, chacun pouvait croire que cette irritante question des minorités était enfin liquidée.

Or voici que l'apparition du régime Hitlérien en Allemagne, a eu pour conséquence de provoquer une agitation marquée dans les milieux germaniques de Roumanie. Ce fait est d'autant plus étrange que les germains de l'Ardeal ont toujours constitué une minorité pacifique aussi bien sous la domination magyare que sous la domination roumaine. N'étant animés d'aucun irrédentisme, les Saxons et les Souabes ont sans cesse joui de la plénitude des droits que la nation dominante pouvait leur accorder, fusse politique, status confessionnel et culturel, ou intérêts matériels et moraux. En un mot ils obtenaient des droits égaux à ceux de la nation dominante.

Il est évident qu'on ne peut pas permettre à l'agitation de durer en une époque où il nous faut la paix intérieure afin de mobiliser toutes nos forces pour combattre la crise économique. De là vinrent la réaction du gouvernement et la renaissance des luttes entre minorités et majorités. Ces luttes ont de nombreuses conséquences nuisibles parmi lesquelles la mise continue à l'épreuve, de l'autorité de l'Etat, n'est pas l'une des moindres.

Toute administration a ses faiblesses. Au cours des conflits minoritaires, ces faiblesses sont mises parfois en évidence et cela au détriment de l'autorité de l'Etat et de sa consolidation.

C'est pourquoi le gouvernement se doit de ne pas négliger la recrudescence de l'agitation minoritaire en Roumanie. Il faut qu'il intervienne avec résolution et énergie, afin de ne pas compromettre le fruit du rapprochement et de la collaboration avec les minorités. Plus tôt il fera preuve d'initiative et de décision à ce sujet, plus tôt il ramènera le calme dont nous avons tous

besoin pour réduire les souffrances matérielles et morales, qui nous sont imposées.

Le problème minoritaire présente deux aspects, — qu'il convient d'ailleurs de ne pas considérer comme deux pôles opposés. L'un envisage le point de vue des intérêts minoritaires et l'autre l'intérêt de la collectivité d'Etat. Il ne nous est pas permis d'oublier que le problème minoritaire est de ceux dont dépend, pour une large part, la consolidation même de l'Etat roumain. Ainsi, considéré, il apparaît, avant tout, comme un problème d'ordre national, une question d'intérêt général, et en second lieu seulement, comme un problème d'intérêt privé pour chaque fraction ethnique prise à part.

Le souvenir du passé du peuple roumain nous apprend suffisamment à apprécier l'importance de l'idée démocratique. Or, la démocratie signifie la liberté pour tous. C'est précisément par la consolidation, de l'Etat national que la Roumanie doit être, avant tout, aussi Etat de droit. D'où il est logique qu'il y ait une solide communauté d'intérêt entre les aspirations légitimes des minorités ethniques et l'intérêt supérieur de la Nation roumaine. Tenter d'utiliser l'enseignement afin de dénationaliser par force un peuple, constitue la plus lourde faute. Des écoles de "roumanisation" forcée ne pourraient produire qu'un effet inverse. Le droit pour chacun de se servir de sa propre langue est une résultante naturelle de la liberté personnelle.

Sous le régime roumain, les minorités provenant des territoires qui ont appartenu avant la guerre à l'Autriche, à la Hongrie, à la Russie, et à la Bulgarie, continuent à jouir, sous le rapport de la culture intellectuelle, de la plus large liberté, protégée par la Constitution et les lois spéciales, de leur nouveau pays. La loi de l'enseignement primaire contient des dispositions dans l'esprit du Traité de Paris (1920), afin d'assurer aux élèves minoritaires des écoles primaires de l'Etat, la possibilité de s'appropriier les éléments de la culture dans leur langue maternelle. Ainsi l'article 7, alinéa 2 de la loi de l'enseignement primaire contient la disposition suivante:

„Dans les communes ayant une population de langue autre que le roumain, le ministre de l'Instruction

publique créera des écoles primaires dont la langue d'enseignement sera celle de la population respective, dans une proportion égale à celle des communes roumaines. Dans ces écoles, l'étude de la langue roumaine sera cependant obligatoire pour le nombre d'heures établi par le règlement".

En conformité de cette disposition prévue de la loi, la Roumanie entretient actuellement sur le compte du budget général d'Etat :

260 écoles primaires à langue d'enseignement hongrois ; 223 sections d'écoles, soit 1.483 établissements ; 106 établissements primaires à langue d'enseignement allemand ; 1 école primaire à langue d'enseignement allemand et hongrois ; 12 sections d'école soit 13 établissements ; 1 école primaire à langue d'enseignement bohémien ; 2 écoles primaires slovaques ; 1 école primaire polonaise ; 1 section d'école tchèque ; 133 sections d'écoles turques ; 2 sections d'écoles bulgares ; 1 école arménienne ; une section d'école lithuanienne.

A ces écoles primaires et sections de l'Etat, fonctionnent 1.514 maîtres d'écoles minoritaires auxquels l'Etat roumain paye annuellement le montant de 103 millions 666.284 lei. Ces maîtres d'école ont été hérités, pour ainsi dire, des Etats autrichiens et hongrois, en même temps que les écoles, et ils ont été et sont actuellement encore maintenus dans leur postes, étant payés au même taux que les maîtres d'école roumains. L'Etat roumain, est même allé, à l'égard des minorités, au delà de l'obligation que lui imposait le Traité de Paix de Paris (1920).

Car le dit Traité de Paix exige que l'Etat ne se soucie que de l'enseignement primaire. Or, l'Etat Roumain a introduit dans la loi de l'enseignement secondaire un article (art. 11) qui prescrit même la création d'établissements secondaires dans lesquels la langue d'enseignement doit être celle des élèves minoritaires. A la suite de cette disposition, actuellement fonctionnent : 10 écoles secondaires (gymnases, lycées, écoles supérieures de commerce) à langue d'enseignements hongrois ; 7 écoles secondaires, (gymnase, lycées, écoles supérieures de commerce) à langue d'enseignement allemand.

Pour l'entretien de ces écoles secondaires, l'Etat Roumain dépense sur le budget général du pays la somme de 26.629.900 lei annuellement. De même que pour les écoles primaires, pour les écoles secondaires à langue d'enseignement hongrois ou allemand, le personnel enseignant, qui était jadis au service des Etats autrichiens et hongrois, a été reçu et maintenu en fonction par l'Etat roumain qui lui sert les mêmes appointements que ceux des professeurs roumains.

Les manuels, suivant la langue d'enseignement de l'école respective, sont composés dans la langue minoritaire. Pour satisfaire aussi un autre postulat du Traité de Paix, ainsi que pour ménager la tradition scolaire des diverses confessions et sociétés culturelles provenant des pays qui ont jadis appartenu à d'autres Etats, l'Etat roumain a, par la loi spéciale de 1925, assuré le maintien des écoles confessionnelles et la libre ouverture d'autres écoles de cette espèce, leur octroyant le droit de délivrer des certificats et diplômes ayant une valeur de l'Etat roumain. Dans ces écoles, c'est la confession ou l'association culturelle respective qui établit la langue d'enseignement, ce sont elles qui nomment les maîtres d'école et les professeurs ainsi que les directeurs. C'est de même la confession ou l'association respective qui mène aussi les enquêtes disciplinaires, le cas échéant. Le rôle de l'Etat roumain se base seulement à contrôler si les personnes nommées ont les qualités requises pour fonctionner à l'école et de réviser les enquêtes disciplinaires.

En tout, il y a en Roumanie 1.522 écoles primaires confessionnelles et culturelles et 130 écoles secondaires, toutes à langue d'enseignement minoritaire.

Voici quel est en Roumanie le nombre des écoles primaires et secondaires confessionnelles et culturelles :

a) Ecoles primaires : 879 à langue d'enseignement hongrois ; 411 à langue d'enseignement allemand, 148 à langue d'enseignement roumano-israélite ; 40 à langue d'enseig. serbe ; 3 à langue d'enseig. roumano-serbe ; 7 à langue d'enseig. bulgare ; 11 à langue d'enseig. turc ; 5 à langue ukrainien ; 8 à langue d'enseig. grec ; 3 à langue d'enseig. arménien ; 2 à langue d'enseig.

polonais; 3 à langue d'enseig. russe; 1 à langue d'enseig; croate.

En tout: 1.521 établissements.

b) Ecoles secondaires (gymnases, lycées écoles normales, écoles de commerce: 52 à langue d'enseig. hongrois; 3 à langue d'enseig. hongrois-roumain; 36 à langue d'enseig. allemand; 3 à langue d'enseig. hongrois-allemand; 4 à langue d'enseig. bulgare; 1 à langue d'enseig. polonais; 1 à langue d'enseig. grec); 9 à langue d'enseig. hebreux; 16 à langue d'enseig. hebreux-roumain; 3 à langue d'enseig. russe.

Au total: 127 établissements.

En résumé, des chiffres ci-dessus on peut établir qu'en Roumanie la culture intellectuelle de la minorité hongroise est servie par 483 écoles et sections primaires de l'Etat et 879 écoles et sections primaires confessionnelles; 10 écoles et sections secondaires de l'Etat et 52 écoles secondaires de confession, toutes à langue d'enseignement hongrois. Il y a donc en tout 1.424 établissements scolaires pour la culture intellectuelle hongroise.

La culture intellectuelle de la minorité allemande est servie par: 106 écoles et sections primaires de l'Etat, 7 écoles secondaires de l'Etat; 411 écoles primaires des confessions, 36 écoles secondaires des confessions, toutes à langue d'enseignement allemand.

Malgré la crise financière, l'Etat Roumain, a accordé aussi à ces écoles, une subvention de 30.000 000 lei.

Certaines minorités préfèrent fréquenter les écoles de l'Etat à langue d'enseignement majoritaire, d'autres, suivant leur ancienne tradition, inclinent à fréquenter l'école confessionnelle dont la langue d'enseignement est toujours la langue minoritaire.

Maintenant, si nous faisons une comparaison entre la régime actuel et l'ancien régime hongrois, cette comparaison est, d'une façon éclatante: à l'avantage de la Roumanie. Dans l'ancienne Hongrie, quoique la population minoritaire ait été d'environ 50% du total de la population du pays, il n'y existait pas une seule école de l'Etat hongrois où la langue d'enseignement fût une langue minoritaire quelconque, tandis que des

chiffres ci-dessus, il appert que l'Etat roumain, où les minoritaires ne sont que de 26 p. c. du total de la population, entretient pour les minorités 729 écoles et sections primaires et 10 écoles et sections secondaires ont comme langue d'enseignement le hongrois.

Les minorités de Roumanie ont toujours un mot de reproche envers l'Etat, au sujet des écoles confessionnelles. Le professeur N. Regman, préfet de Sibiu, qui connaît admirablement la question des minorités de la Transylvanie, nous a fait les déclarations suivantes: Il y aurait une solution bien simpliste, mais pourtant saine et sage, que j'ai déjà exposé dans le grand quotidien roumain "Universul" il y a quelques jours, elle consiste dans la liberté complète de l'enseignement minoritaire; que les minorités de Roumanie puissent se construire et entretenir autant d'écoles, qu'ils voudront à condition qu'elles soient sous le contrôle de l'Etat. Un autre commandement détaché de la doctrine politique roumaine, nous conseille que dans aucune fonction d'Etat ou Communale ne soient nommés des minoritaires, qui ne prouvent pouvoir par des actes émanés des autorités d'Etat qu'ils possèdent des connaissances de Géographie, d'Histoire et de la langue roumaine".

Parmi tant d'autres solutions, il semble que celle-ci aussi pourra avoir sa bonne place.

Dans la "New-York Times" M. Thomas Healy de l'Université de Georgetown répond comme suit à une lettre ouverte sur les frontières "injustes" adressée à ce journal par le Hongrois Joseph Poczos:

"M'étant consacré à l'étude des conditions d'après guerre en Europe centrale et orientale, j'ai essayé d'établir le nombre des Hongrois qui en vertu du Traité de Trianon, sont devenus sujets des Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise. D'après les données hongroises, ce chiffre serait d'environ quatre millions. Mais si nous comparons la population de la Hongrie d'aujourd'hui qui prétend n'être composée que de Magyars qui, d'après les statistiques hongroises d'avant guerre, habitaient en dedans des frontières de la Hongrie, d'avant 1918, on voit que le nombre des Hongrois qui vivent aujourd'hui dans les territoires des

Etats successeurs ne peut dépasser deux millions et demi tout au plus dont la moitié habitent aujourd'hui la Roumanie.

“La politique de dénationalisation activement poursuivie par la Hongrie pendant 50 années, a fait que le nombre des Hongrois vivant en Transylvanie, Slovaquie et dans le Banat, a augmenté au-dessus des proportions naturelles. Au grand regret de ceux qui ont rédigé le traité de Trianon et aussi des Etats successeurs eux-mêmes, on n'a pu éviter qu'un nombre relativement important de Hongrois soit englobé dans la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Ils sont toutefois une infime minorité par rapport à la nation gouvernante. Par exemple, les Hongrois de Transylvanie ne dépassent pas 25 p. c. de la population de cette province et constituent 8 p. c. de la population du pays.

“Je puis dire par expérience personnelle acquise sur les lieux qu'il semble que les Etats successeurs ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire à la population magyare, de même qu'aux autres minorités, un traitement excellent dans le domaine politique, culturel et économique. La Roumanie a créé un sous-secrétariat des minorités. Bien que la politique culturelle de l'ancienne Hongrie ait tendu à exclure les autres nationalités des bienfaits d'une éducation appropriée, *les minorités hongroises de Roumanie et de Tchécoslovaquie ont aujourd'hui plus d'écoles de leur langue qu'ils n'en avaient avant la guerre.* Tous les habitants de ces pays, sans distinctions de nationalité ou de confession, ont bénéficié de réforme agraire en Roumanie et en Tchécoslovaquie et la conséquence en a été que le paysan hongrois de Transylvanie et de Slovaquie cultive sa propre terre alors que les paysans hongrois de Hongrie gagnent leur vie pour la plupart en travaillant sur les terres des grands propriétaires.

“Dans le domaine politique, les Hongrois de Transylvanie et de Slovaquie jouissent du suffrage universel, de sorte que les Hongrois ont eu 11 représentants à la Chambre et 5 au Sénat. Comparons cette situation à celle qui existait avant la guerre en Hongrie où

un nombre trois fois plus grand de Roumains n'ont jamais pu envoyer au Parlement de Budapest plus de trois députés.

Si l'on ajoute à cela qu'en Hongrie la population rurale est encore privée du suffrage universel, on voit quel prix il faut attacher à la déclaration de M. Poczoz, qu'à la suite du traité de Trianon des nations "à une culture inférieure se sont développées au dépens des peuples à une civilisation supérieure". Le peuple américain qui est en partie responsable de la situation actuelle et dont l'influence pour l'amélioration de celle-ci peut-être très importante, a le droit de connaître les faits tels qu'ils sont en vérité.

La question de la constitution d'un bloc minoritaire est venue accidentellement, un jour, dans la discussion de la Chambre, un député minoritaire a déclaré que "le bloc préconisé par certains dirigeants minoritaires ne devait nullement inquiéter les Roumains parce que les minorités ne songeaient pas à faillir à leur devoir de loyauté envers l'Etat."

Nous croyons que la question n'a pas été bien posée, car l'Etat roumain n'a rien à craindre des minorités car il saurait se défendre, le cas échéant, contre un mouvement irrédentiste ou simplement autonomiste. Si les Roumains se déclarent contre une pareille évolution des minorités, ce n'est pas pour des raisons égoïstes ou par haine pour leurs concitoyens allogènes, mais au contraire dans le propre intérêt de ces derniers.

On peut aisément constater que la situation des minorités s'est beaucoup améliorée dans ces dernières années et que l'évolution qui se dessine tend de plus en plus à atténuer les dernières difficultés qui restent encore sur le chemin d'une entente complète,

Les minoritaires tant qu'ils ne se laissent pas tenter par des meneurs intéressés, ont commencé à comprendre qu'ils ont aussi d'autres intérêts à défendre que ceux touchant à leurs revendications nationales et se sont par conséquent rapprochés en différentes occasions des partis roumains sur des questions sociales ou économiques.

La formation d'un bloc minoritaire qui se transforme vite en un syndicat de mécontents, serait un



arrêt dans cette évolution si heureuse, voire un grand pas fait en arrière. Il ferait revivre d'anciennes animosités et, recommencer une lutte qui tout en créant momentanément quelques difficultés à l'Etat s'affirmerait par la défaite des minorités et ferait empirer leur situation. Nous pensons que l'ère des partis à programme exclusivement national, est close, en Roumanie.

Si le fameux bloc des minorités devait jamais se réaliser, il ne ferait que cristalliser pour un certain temps une tendance de combat qui pourrait aider quelques ambitions personnelles mais ne servirait en rien le bien-être de la population minoritaire.

Les traités internationaux n'imposent point trop de devoir, aux minorités, aussi c'est de leur attitude que dépend la mesure dans laquelle peut être appliqué pratiquement l'esprit de ces traités. Le côté de la question minoritaire, qui ne peut être encadré dans ces textes de conventions est, de la sorte, plus important. Mais cela dépend de la réciprocité des rapports qui se développent entre les nations formant l'Etat et les différentes minorités y cohabitant. La Roumanie entend exécuter les traités en vigueur.

M. Michel Serban professeur Universitaire et ancien Sous-Secrétaire d'Etat pour les minorités, me disait : *"le problème des minorités possède un auxiliaire précieux dans l'évolution, cette loi immuable du temps. Il y a une centaine d'années et plus; la question nationale dans sa forme actuelle était un problème nouveau. Depuis ont éclaté plusieurs révolutions et de nos jours le problème a atteint son point culminant; il a d'ailleurs perdu de son acuité et de sa virulence, cependant qu'il continue à s'acheminer tranquillement dans la voie des conciliations inévitables. L'avenir appartient aux grandes unités sociales ou économiques, qu'on les désigne de nom d'Etat, de Confédération en matière politique, de coopératives ou de compagnonnages en matière économique. L'Etat roumain, tôt ou tard, devra faire partie d'une unité de cette envergure, et son rôle dans cette perspective dépendra de la manière dont il aura su s'organiser et se diriger, jusqu'au moment où il saura imposer par son autorité et son prestige moral, la confiance et le respect, à ses voisins et au*

monde civilisé, il dépendra de L'Etat roumain d'être à l'avenir un objet de marchandage ou un facteur prépondérant...

"Je crois que l'Etat roumain ne pourra mener à bien cette mission qu'en soutenant avec sagesse, avec une grande abnégation et en toute fermeté, dans toutes les branches de la vie d'Etat les libertés humaines, la morale, la justice sociale et la vraie démocratie. Ce seront là, pour le peuple roumain, des sources vivifiantes qui lui insuffleront des énergies nouvelles et auxquelles il ne devra jamais renoncer. Voilà pourquoi je vois se dérouler devant moi le procès tendant à atténuer l'importance des frontières, par suite de l'anéantissement des éléments discordants dans la vie économique et politique des peuples qui marquent de plus en plus, une tendance à se rapprocher les uns des autres.

"L'évolution naturelle nous dirige plus rapidement que l'on ne croit vers l'annihilation des fonctions des frontières".

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Achévé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie Capitalei

5, Bd. Elisabeta, 5 — Bucarest

Le vingt-six (Septembre) Mil Neuf cent trent quatre.

BIBL. UNIV. CLUJ

1486 10. III. 1937

EXEMPLAR LEGAL